

OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE L'INTERIEUR ET DES ILES

ELEMENTS DE DIAGNOSTIC DE LA SITUATION
DE L'AGRICULTURE NEO-CALEDONIENNE
ET PROPOSITION D' ACTIONS D'ORIENTATION

T O M E I .

R A P P O R T G E N E R A L

S O M M A I R E

	<u>Pages</u>
<u>AVANT-PROPOS</u>	1
<u>INTRODUCTION</u>	4
<u>I - SITUATION ACTUELLE DE L'AGRICULTURE NEO-CALEDONIENNE</u>	6
<u>I.1. La production et les échanges</u>	6
<u>I.1.1. Première vue d'ensemble</u>	6
<u>I.1.2. Les productions</u>	6
<u>I.1.2.1. Productions animales</u>	6
<u>I.1.2.2. Productions végétales</u>	7
<u>I.1.3. Les échanges</u>	8
<u>I.1.3.1. Importation de produits animaux</u>	8
<u>I.1.3.2. Importation de produits végétaux</u>	8
<u>I.1.4. Conclusions provisoires</u>	8
<u>I.2. Les structures de production</u>	9
<u>I.2.1. Les exploitations agricoles</u>	9
<u>I.2.1.1. Répartition spatiale et superficies</u>	9
<u>I.2.1.2. Caractéristiques des exploitants</u>	9
<u>I.2.2. Les systèmes de production</u>	11
<u>I.2.3. Circuits d'approvisionnement et de commercialisation</u> .	12
<u>I.2.4. Les conclusions partielles</u>	13
<u>I.3. Les structures d'appui à l'agriculture</u>	14
<u>I.3.1. Recherche agronomique</u>	14
<u>I.3.1.1. Organisation</u>	14
<u>I.3.1.2. Résultats obtenus</u>	15
<u>I.3.2. Encadrement technique de la production</u>	18
<u>I.3.2.1. Organisation</u>	18
<u>I.3.2.2. Résultats</u>	18
<u>I.3.3. Formation</u>	19
<u>I.3.4. Crédit agricole</u>	21
<u>I.3.5. Réforme foncière</u>	22

1.4. <u>Synthèse des problèmes perçus</u>	23
1.4.1. <u>Possibilités et lacunes en matière de production</u>	23
1.4.2. <u>Systèmes actuels de production : caractéristiques et contraintes</u>	23
1.4.3. <u>Efforts dispersés - absence de méthodes de développement</u>	24
1.4.4. <u>Absence d'orientations de développement et tendances actuelles</u>	24
 II - <u>PROPOSITIONS D'UN PROGRAMME D' ACTIONS</u>	26
11.1. <u>Introduction</u>	26
11.2. <u>Tableau de synthèse</u>	27
11.3. <u>Actions d'améliorations des productions</u>	30
11.3.1. <u>Production végétale</u>	30
11.3.1.1. <u>Céréales</u>	30
11.3.1.2. <u>Racines et tubercules</u>	32
11.3.1.3. <u>Fruits</u>	34
11.3.1.4. <u>Légumes</u>	34
11.3.1.5. <u>Légumineuses et protéagineux, oléagineux</u> ...	34
11.3.1.6. <u>Café</u>	34
11.3.2. <u>Production animale</u>	35
11.3.2.1. <u>Elevage bovin</u>	35
11.3.2.2. <u>Elevage porcin</u>	35
11.3.2.3. <u>Elevage ovin</u>	36
11.3.2.4. <u>Aquaculture</u>	36
11.4. <u>Préalables à la définition de régions de développement</u>	36
11.4.1. <u>Zonage agro-écologique et socio-économique</u>	36
11.4.2. <u>Etudes complémentaires</u>	38
11.4.3. <u>Développement régional et aménagement</u>	39
11.5. <u>Expérimentation et diffusion de nouveaux systèmes de production</u>	40
11.5.1. <u>Agriculture de "type européen"</u>	40
11.5.2. <u>Agriculture de type mélanésien</u>	41
11.6. <u>Expérimentation de nouvelles méthodes de développement</u>	42
11.6.1. <u>Une nouvelle approche du développement basée sur l'exploitation agricole</u>	42
11.6.2. <u>Participation des collectivités rurales au développement régional</u>	45

11.7. <u>Recherche et mise en oeuvre de nouveaux systèmes de formation agricole</u>	46
11.7.1. <u>Formation et perfectionnement des cadres du développement rural</u>	46
11.7.1.1. <u>Formation initiale</u>	46
11.7.1.2. <u>Perfectionnement</u>	47
11.7.1.3. <u>Formation et perfectionnement à l'extérieur</u>	48
11.7.2. <u>Formation des professionnels : exploitants, responsables de groupements de producteurs</u> ..	48
11.7.2.1. <u>Un schéma général</u>	48
11.7.2.2. <u>Principaux groupes "cibles"</u>	51
11.8. <u>Recommandations pour la mise en oeuvre du programmes d'actions</u>	53
11.8.1. <u>Liaisons Recherche-Développement-Formation</u> ..	53
11.8.2. <u>Organisation fonctionnelle et opérationnelle de la recherche agronomique</u>	55
11.8.2.1. <u>Organisation fonctionnelle</u>	55
11.8.2.2. <u>Organisation opérationnelle autour de programmes et projets</u>	56
11.8.3. <u>Organisation du développement et de la formation</u>	57
11.8.3.1. <u>L'ODIL</u>	57
11.8.3.2. <u>La DIDER</u>	59
11.8.3.3. <u>Conditions à réunir pour la mise en oeuvre de politiques agricoles différenciées</u>	60
11.8.4. <u>La "domiciliation des actions de Recherche-Développement-Formation</u>	61
11.8.4.1. <u>Points d'appui territoriaux</u>	61
11.8.4.2. <u>Unités de développement expérimental (U.D.E.)</u>	62

ANNEXES

- <u>Annexe 1</u> - répartition spatiale et superficie des exploitations	63
- <u>Annexe 2</u> - hypothèses de croissance de la production agricole néo-calédonienne	67
- <u>Annexe 3</u> - liste des personnes rencontrées et calendrier de déroulement de la mission de développement agricole	71
- <u>Annexe 4</u> - bibliographie	74

AVANT PROPOS

Le présent rapport a été rédigé au terme d'une mission d'étude en Nouvelle Calédonie, réalisée du 9 au 23 Novembre 1983, à la demande de l'Office du Développement de l'Intérieur et des Iles (ODIL).

Les membres de cette mission comprenant :

- . M. COLEOU (JNAPG)
- . M. LOGIE (SEDES)
- . M. MICHELLAND (SATEC)
- . M. SEVIN (Consultant)
- . M. TOURTE (GERDAT)

avaient été proposés par la Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE).

L'ODIL assignait à cette mission de développement agricole les objectifs suivants :

- réaliser le bilan objectif des connaissances actuelles immédiatement utilisables en milieu rural ;
- définir (ou redéfinir) les types d'action et les programmes de recherche-développement, de recherche appliquée et de formation ;
- préciser les conditions de mise en oeuvre de deux projets de développement agricole déjà identifiés : le centre d'appui au développement de la NEPIA et le développement de la transversale KONE - TIWAKA - AMOA ;
- définir des types d'opérations pertinentes à lancer rapidement.

Le contexte dans lequel s'inscrivait cette mission peut être caractérisé par plusieurs éléments :

- la tenue des Etats Généraux du développement au début de 1983 a permis pour la première fois une rencontre entre les différents partenaires du développement agricole néo-calédonien et des discussions sur les contraintes de toute nature liées à ce développement. A la demande des intéressés, les propositions élaborées au cours des réunions continuent à être discutées.
- ces divers éléments devaient permettre la définition du volet agricole d'un plan triennal de développement, liant le territoire et la métropole. C'est l'occasion d'une coordination des diverses sources de financement mobilisées dans le cadre territorial (CCCE, FED, ...), aux côtés des financements de l'Etat.

- la nécessité d'une réorganisation des services ruraux devait se concrétiser par la création d'une Direction du Développement de l'Economie Rurale (DIDER). Cette réforme répondait à la nécessité d'une meilleure coordination des services techniques et d'une répartition de leur soutien à l'agriculture à travers le territoire.
- la création récente de l'Office foncier constitue une réponse aux revendications mélanésiennes sur les terres occupées par les colons à proximité de leurs réserves : l'Office a en effet pour mission de racheter les terres revendiquées et de les rétrocéder aux tribus ayant droit. Nous sommes donc actuellement dans une période où les tribus mélanésiennes, longtemps limitées en surface, vont pouvoir développer leur activité agricole.
- enfin la perspective d'un changement de statut pour le territoire à plus ou moins brève échéance, préoccupe à des titres divers les néo-calédoniens, qu'ils soient européens, mélanésien, ou d'une autre ethnie.

C'est dans ce contexte que les membres de la mission se sont efforcés ensemble ou séparément de rencontrer les différents partenaires du secteur agricole : chercheurs et techniciens, mais également financiers et responsables des organisations économiques, et surtout agriculteurs calédoniens ou mélanésien.

Au-delà de ces contacts techniques et des visites de terrains, les membres de la mission ont pu ainsi rencontrer les responsables politiques territoriaux et locaux qui ont précisé ce qu'ils attendaient de la mission et comment ils concevaient le développement agricole en Nouvelle Calédonie.

Que tous soient remerciés de l'accueil qu'ils ont réservé aux membres de la mission

LE RAPPORT ETABLI SE REPARTIT EN QUATRE TOMES

TOME I : RAPPORT GENERAL

COMPRENANT UNE ANALYSE DE LA SITUATION ET DES PROPOSITIONS DE
PROGRAMME D' ACTIONS

TOME II : DEUX INITIATIVES POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL DE L' INTERIEUR

PRESENTANT DEUX PROJETS :

- . LE CENTRE D' APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA NEPIA
- . LE DEVELOPPEMENT INTEGRE DES VALLEES DE KONE-TIWAKA-AMOA

TOME III : OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE L' INTERIEUR ET DES ILES - ORGANISATION
ET DOMAINES D' INTERVENTION

TOME IV : FICHES ET DOCUMENTS TECHNIQUES

CES FICHES ET DOCUMENTS ONT ETE ETABLIS PAR FILIERES DE PRODUCTION
ANIMALE ET VEGETALE.

S' EFFORCANT DE FAIRE LE POINT DES RENSEIGNEMENTS RECUEILLIS ET DES
TRAVAUX REALISES PAR LA MISSION, ILS COMPLETENT LES INFORMATIONS
FOURNIES ET JUSTIFIENT LES PROPOSITIONS FORMULEES DANS LES
TOMES I. ET II.

INTRODUCTION

DESEQUILIBRES ET DISPARITES

Le Grand Nouméa regroupe 57 % de la population calédonienne. C'est le lieu où s'exerce l'essentiel des activités du secteur tertiaire. Celles-ci représentent, du fait du déclin de l'agriculture et de la baisse des activités minières, une part dominante et toujours croissante du PIB du territoire.

Malgré un effort de décentralisation, les services publics restent très concentrés à Nouméa. Il en est de même du commerce dont certaines branches apparaissent nettement sur-équipées (1).

Par contraste, le reste de la Grande Terre est vide (2 - 4 habitants/km²) parsemé, deci-delà, en bord de mer, de bourgades rurales dont la population n'atteint et ne dépasse que rarement 3.000 habitants. Aucune d'entre elles n'est suffisamment importante (peuplement, infrastructures, équipements) pour susciter et soutenir un développement régional.

Les disparités Est-Ouest tiennent tout à la fois à la géographie et au climat : à l'Ouest larges plaines alluviales ouvertes sur lesquelles se trouvent situées la part la plus importante des meilleures terres de l'île ; pluviométrie généralement insuffisante nécessitant, pour des cultures intensives, des appoints d'irrigation. A l'Est vallées souvent étroites et profondes ; plaine littorale réduite ; forte pluviométrie autorisant toute une variété de cultures tropicales.

Les infrastructures et équipements ont, jusqu'à un passé récent, bénéficié essentiellement à la Côte Ouest : réseau routier, centre de recherche agronomique, infrastructure de stockage de la production, premiers aménagements de terres.

Un effort est actuellement entrepris pour rattraper le retard pris en ce domaine par la Côte Est mais de nombreuses régions de celle-ci restent encore très enclavées.

D'autres disparités proviennent de la dualité des régimes fonciers, d'une très inégale répartition des terres entre les exploitants, des divers modes de mise en valeur.

Les mélanésien occupent sur les communes de la Côte Est (notamment entre POINDIMIE et POUÉBO) la majorité des terres qui leur ont été affectées pour la plupart en réserves selon le régime du droit foncier coutumier. Les superficies attribuées et cultivées sont de faibles dimensions et les techniques utilisées relèvent plus du jardinage que de l'agriculture proprement dite.

.../...

(1) Ainsi les magasins self-service du Grand Nouméa offrent à leurs clients une surface d'achat par habitant environ double de celle constatée en France :

- Grand Nouméa : 300 m² pour 1.000 habitants
- Moyenne France : 162 m²

(Source : notes et documents M.G. n°21)

Les 4/5 des terres attribuées sur la Côte Ouest l'ont été à des non mélanésiens selon le régime foncier de droit commun. Les propriétés sont généralement de vaste dimension ; les terres sont pour l'essentiel utilisées comme pâturage dans le cadre d'un élevage extensif.

UN PROJET PLANIFICATEUR

Conscients de ces déséquilibres, du déclin des activités économiques de la Nouvelle-Calédonie, et de la nécessité, pour y pallier, de choix rigoureux, les autorités du territoire ont décidé la mise en oeuvre prochaine d'un plan de développement économique et social.

Divers travaux préparatoires, dont la réunion des états généraux du développement, en Juin 1983, ont été réalisés à cet égard. Ils ont permis d'établir une liste de huit priorités soumises à l'approbation des autorités politiques.

Plusieurs d'entre elles :

- promouvoir un développement régional équilibré,
- faire des activités primaires hors mines des activités économiques à part entière,
- développer une activité artisanale et industrielle compétitive et endogène,
- favoriser un développement harmonieux et intégré du tourisme,
- promouvoir une formation adaptée aux personnes et aux besoins.

concernent directement, bien qu'à des degrés divers, le secteur des activités agricoles et/ou rurales.

Les constats qui vont suivre et les propositions qui en découleront s'inscrivent dans cette optique.

Nous souhaitons qu'ils apportent leur contribution aux travaux et effort en cours.

.../...

I - SITUATION ACTUELLE DE L'AGRICULTURE NEO-CALEDONIENNE -

I.1. La production et les échanges :

I.1.1. Première vue d'ensemble :

D'une valeur approximative de 3 milliards F.CFP, la production agricole et d'élevage ne participe que pour 3 % à la constitution du PIB du territoire et ne satisfait que 40 % des besoins alimentaires de la population calédonienne. Sa part dans les exportations est négligeable.

Le quart de la population active s'y consacre pour la totalité ou partie de son temps.

L'activité dominante qui marque le paysage intérieur de la Grande Ile est l'élevage bovin : 350.000 ha servent ainsi de pâture à un troupeau de 95.000 têtes. La productivité/ha moyenne de ce troupeau est faible.

Les terres cultivables sont évaluées à 210.000 ha. Sur cet ensemble 6.000 à 7.000 ha sont en fait cultivés :

- 2.000 ha en culture relativement intensive (céréales, légumes),
- le reste étant exploité sous forme de cueillette (fruits, café) ou de façon traditionnelle peu productive (cultures vivrières).

I.1.2. Les productions (1) :

I.1.2.1. Productions animales :

Elles représentent environ 60 % de la valeur de la production agricole totale. Par ordre d'importance (valeur - tonnage) décroissante ces productions sont les suivantes :

VIANDE BOVINE : 3.500 T (TEC) (2) livrées au marché chaque année par 700 éleveurs principaux, dont 120 seulement abattent plus de 50 têtes par an et assurent la moitié de la production marchande.

OEUFS : 1.200 T couvrant les besoins intérieurs. Cette production provient de 15 élevages industriels dont la majorité se situent aux alentours de NOUMEA. Deux élevages assurent à eux seuls 70 % de la production.

VIANDE PORCINE : 840 T (TEC). La production porcine s'est rapidement développée ces dernières années. Elle est assurée par 25 éleveurs dont une demi-douzaine domine le marché.

Viennent ensuite deux productions marginales, bien que correspondant à des consommations très importantes :

- volailles : 350 T pour un marché de 3.000 T
- produits laitiers : 200 T ELE (3) pour un marché de 22.600 T ELE.

.../...

(1) Les renseignements fournis dans ce chapitre et le suivant sont, pour une bonne part, extraits de "Notes et Documents N.C.M. n°22. DTSEE - DTSR - Mai 1983.

(2) TEC : Tonnes équivalent carcasses.

(3) ELE : Equivalent lait entier.

1.1.2.2. Productions végétales :

Environ 40 % de la valeur de la production agricole totale.

Par ordre d'importance décroissante ce sont :

LES FRUITS : 6.500 T à 7.500 T. Production de cueillette conduite par les agriculteurs mélanésiens. Il n'existe que très peu de cultures en vergers, et une forte partie de la production est auto-consommée. Les circuits de commercialisation sont déficients. L'industrie de conserverie est inexistante. L'action de recherche-développement entreprise par l'IRFA en liaison avec les services ruraux (implantation de 60 vergers de comportement) doit permettre une amélioration et une rationalisation de ce secteur important de l'activité agricole.

LES LEGUMES : 6.250 T (y compris les pommes de terre). L'essentiel de la production est assurée par 150 maraîchers sur une superficie de 270 ha environ.

LES CULTURES VIVRIERES : 6.000 à 6.500 T de racines et tubercules produites par l'ensemble des familles rurales mélanésiennes.

Ces cultures sont menées sur de petites surfaces, avec des moyens très pauvres. Les rendements sont bas : 3,5 T à 4 T/ha. La commercialisation ne porte que sur de faibles tonnages (150 T. environ). L'utilisation des racines et tubercules dans l'alimentation régresse au profit du riz importé.

LES CEREALES : 3.100 T ne concernent que pour une part extrêmement faible l'alimentation humaine. La céréale dominante est le maïs qui représente les 2/3 de la production, vient ensuite le blé (19 %) puis le sorgho (13 %). Riz et farine de blé pour la consommation humaine sont en totalité importés.

La production céréalière est relativement concentrée à proximité des usines de fabrication d'aliments du bétail du Sud Calédonien. Elle est assurée pour 60 % par 7 exploitants emblavant chacun plus de 50 ha ; et pour 82 % par 20 exploitants mettant en culture chacun plus de 11 ha de céréales. Elle ne couvre que 37,5 % des besoins actuels de consommation animale.

LE CAFE : 400 T. (équivalent café vert) ne représente encore qu'une activité de cueillette, intégrée pour l'essentiel à la petite exploitation traditionnelle mélanésienne dont elle occupe une part relativement importante des terres (1.500 ha, soit plus que la culture vivrière).

Le lancement de l'opération "café-soleil" doit permettre à terme un redressement de la production, à condition toutefois que soient "ajustées" en cours de programme, les modalités de son exécution.

LE COPRAH : 415 T. Par suite de prix peu incitatifs, la production de coprah régresse chaque année : la récolte a diminué des 2/3 en 5 ans.

LES FLEURS ET PLANTES VERTES : le marché intérieur est alimenté pour 60 % par la production locale assurée essentiellement par 3 horticulteurs. La valeur de cette production "florissante" équivaut presque à celle de la production céréalière.

1.1.3. Les échanges :

Pour les produits d'origine agricole les échanges sont pratiquement à sens unique : de l'extérieur vers le territoire..

Les importations de produits alimentaires s'élevaient en 1982 à 4,6 milliards F.CFP encore que ce montant ne semble pas inclure l'importation d'huiles et celle de divers produits de charcuterie.

Ces importations se répartissaient en valeur de façon sensiblement égale entre produits d'origine animale (2,4 milliards F.CFP) et produits d'origine végétale (2,2 milliards F.CFP).

1.1.3.1. Importation de produits animaux :

Elle relève de deux postes principaux :

LES PRODUITS LAITIERS : 22.400 T(ELE)(1) (soit 160 T(ELE)par habitant et par an) pour une valeur de 1,2 milliard F.CFP.

LA VIANDE : en valeur décroissante :

- viande porcine : 2.100 T. (1) (TEC)
- volaille : 2.650 T
- viande bovine : 1.200 T (TEC)
- viande ovine : 350 T (TEC)

1.1.3.2. Importation de produits végétaux :

Elle accorde une place prépondérante aux céréales (44 % en valeur de l'ensemble végétal).

- pour l'alimentation humaine : 9.000 T de farine de blé
7.000 T de riz
- pour l'alimentation animale : 5.000 T de maïs et de blé

Elle comprend en outre trois autres postes importants : les fruits, les légumes, les sucres, chacun de ces produits représentant à l'importation une valeur de 400 millions F.CFP environ.

Elle réserve enfin une part très secondaire, mais croissante au café soluble.

1.1.4. Conclusions provisoires :

A l'issue de ce premier chapitre quelques premiers constats et diagnostics peuvent être formulés :

- le vide agricole du territoire et la prise en charge de la production marchande par un très petit groupe de producteurs entrepreneurs.
- l'abandon de secteurs entiers de l'activité agricole à l'importation : produits laitiers, volailles, céréales, charcuterie - alors que ces secteurs plus que d'autres sont en mesure de générer le développement d'unités artisanales ou industrielles dans l'agro-alimentaire.

.../...

(1) Estimation J. COLEOU (cf. tome III - documents techniques).
ELE : équivalent lait entier

- la primauté qui semblerait devoir être accordée (selon diverses modalités) au développement du secteur céréalier, qui dispose déjà d'importants débouchés intérieurs non satisfaits et en croissance constante et qui conditionne le développement de la production animale.
- les possibilités de mise en oeuvre relativement rapide d'amélioration dans divers domaines de la production : fruits, légumes, mais aussi cultures vivrières et production bovine.

1.2. Les structures de production :

1.2.1. Les exploitations agricoles :

1.2.1.1. Répartition spatiale et superficies :

Divers renseignements détaillés sont fournis sur ce sujet et le suivant (1.2.1.2.) dans l'annexe I du présent rapport.

Ils permettent notamment de constater :

- la dominante foncière mélanésienne sur la Côte Est : 113 000 ha contre 79.000 ha.
européenne sur la Côte Ouest : 384 000 ha contre 87.000 ha.
- l'amorce d'une prise en charge par des mélanésiens d'exploitations d'assez vastes dimensions soumises au régime foncier de droit commun.
- même si l'on exclut les exploitations inférieures à 10 ha qui, parfois sièges d'activités maracôchères sont le plus souvent des propriétés utilisées pour l'implantation de résidences principales ou secondaires, le nombre relativement important d'exploitations européennes de taille moyenne (1136 ayant une superficie moyenne de 39 ha ; 106 de 64 ha et 591 de 187 ha).
- l'emprise très lourde sur les terres des 308 exploitations et 58 sociétés de plus de 300 ha regroupant à elles seules 64 % des superficies totales accordées aux non-mélanésiens.

1.2.1.2. Caractéristiques des exploitants :

A - MELANESIENS

La grande masse des agriculteurs est composée d'agriculteurs mélanésiens vivant dans les tribus ; leur part dans la production est actuellement peu importante et en dehors des fruits et du café, ne fait pas l'objet de commercialisation. L'effectif de 11 à 12.000 actifs agricoles intervenant dans ce secteur (soit deux actifs par "ménage") cité dans l'enquête INSEE de 1976 paraît être très au-delà de la réalité concrète. Pour l'approcher il semble que ce chiffre doive être réduit de moitié : ce qui pose le problème du non emploi d'une partie (la plus jeune généralement) de la population.

.../...

En marge de ce groupe quelque 400 exploitants mélanésiens, bénéficiaires de terres soumises au régime foncier de droit commun font figure de précurseurs. Leur expérience est nouvelle et encore très fragile.

En l'absence d'une réflexion sur de nouveaux systèmes de production et d'un appui éducatif adapté les risques d'échec de telles entreprises nouvelles sont grands. Compte tenu du caractère pionnier de l'expérience, leur portée dépasse le simple dommage causé à un petit groupe de producteurs.

B - LES EUROPEENS

Si on laisse de côté les propriétés inférieures à 10 ha ainsi que les exploitations conduites en sociétés, l'effectif des exploitants agricoles non mélanésiens (individuels ou en indivision) s'élève à 2.035 :

- 619 exploitants à titre principal,
- 1017 exploitants à titre secondaire,
- 399 exploitants en indivision.

L'examen du tableau III (annexe I) fait en outre apparaître que 30 % seulement des exploitants individuels ou en indivision possédant 41 % des terres de cette catégorie sont des agriculteurs à titre principal, cette proportion variant de 19 % (et 28 % des terres) sur la Côte Est à 34 % (et 43 % des terres sur la Côte Ouest). Les tableaux suivants (IV et V) permettent par ailleurs de faire ressortir les deux points suivants :

- dans la catégorie des exploitations individuelles tenues à titre principal ou secondaire, 92.000 ha (30 % du total) appartiennent à 509 exploitants (31 % du total) agés de plus de 60 ans.
- 210 agriculteurs à titre principal (seulement sont agés de moins de 50 ans) : 20 sur la Côte Est, 190 sur la Côte Ouest.

Ce vieillissement de la population d'agriculteurs-éleveurs, l'absence d'une relève par des plus jeunes, l'abandon de plus en plus souvent constaté des terres et de l'habitat (cf. tableau VI) sont pour une bonne part la conséquence d'une situation politique dont l'évolution reste incertaine, et ne favorisent pas l'innovation et le dynamisme.

Ceci n'explique toutefois pas tout. D'autres raisons peuvent être invoquées pour comprendre l'actuel dépérissement de l'agriculture néo-calédonienne.

Parmi celles-ci on citera :

- l'insuffisante formation économique et technique de beaucoup d'agriculteurs qui les laisse sans défense face à une concurrence extérieure s'exerçant sur les prix et la qualité des produits.
- l'absence de véritables orientations de développement accompagnées de mesures incitatives.

1.2.2. Les systèmes de production :

Quatre grands types d'agriculture peuvent être schématiquement distingués :

- une agriculture européenne extensive au travers de grandes exploitations, dans lesquelles l'élevage extensif "type ranching" domine. Ce type d'agriculture, bien que tourné vers les circuits monétaires est peut être plus un art de vivre qu'une véritable entreprise.

Il est essentiellement constitué des exploitations individuelles ou en sociétés dont les superficies sont supérieures à 300 ha.

- une agriculture européenne améliorée, type moyenne entreprise individuelle dans laquelle la composante culture (blé, maïs, sorgho ...) peut être significative voir dominante.

Ce type d'agriculture qui fait assez large appel à la motorisation parfois lourde, connaît d'ailleurs des degrés d'intensification divers, parfois élevés, se traduisant alors par une maîtrise correcte des productions et facteurs de production (notamment le facteur hydrique par recours à l'irrigation de complément ; le facteur sol par choix raisonné des terres à bonnes aptitudes, la fertilisation ...) qui peut entraîner des productivités à l'unité de surface (on cite 50 q de blé, 90 q de maïs, ...) et à l'unité de travail du capital, tout à fait correctes. On évolue alors vers l'entreprise à caractère agro-industriel, tournée vers le marché (viande, céréales, produits maraîchers ...).

- une agriculture, très largement manuelle et à base de production vivrière, compense sa pénurie en terre et capital par un investissement élevé du seul facteur vraiment disponible : le travail, ce qui conduit à une agriculture de type jardiné, mais cependant itinérant, la jachère compensant l'apport fertilisant (organique ou minéral) très peu connu ou très coûteux.

Elle comporte assez souvent un élevage bovin très extensif sur les terres incultivables.

- une agriculture mélanésienne améliorée, conséquence de la mise à disposition de nouvelles terres aux tribus ou aux clans, ce qui implique des changements dans les systèmes de production, notamment au travers de cultures nouvelles et du recours, parfois accentué, à des intrants coûteux (motorisation, engrais, semences améliorées, irrigation ...).

Ce dernier type d'agriculture, qui tend à se rapprocher du deuxième dans les schémas productifs, peut cependant en différer fondamentalement par son mode de gestion de l'espace dont disposent les groupes sociaux concernés (systèmes agraires).

.../...

1.2.3. Circuits d'approvisionnement et de commercialisation :

Les organisations professionnelles :

Les membres de la mission d'étude n'ont pas eu le temps matériel d'examiner de façon suffisamment détaillée, le fonctionnement des divers circuits de commercialisation et de transformation des produits agricoles pour porter un jugement pertinent en ce domaine. En première approche il leur semble toutefois que la fonction commercialisation-transformation est normalement assurée (sinon au meilleur coût) pour quelques secteurs importants (viande bovine) ou très concentrés (céréales, oeufs, viande porcine ...) de la production agricole. Toutefois même dans ces secteurs, l'atténuation des déséquilibres existants (infrastructure, équipements, services) entre NOUMEA et sa banlieue d'une part, les autres régions d'autre part, et la création de pôles de développement secondaires d'importance suffisante pour faire vivre un marché, seraient en mesure d'entraîner une nette amélioration des circuits actuels.

Pour toutes les autres productions, assurées par un grand nombre d'exploitants disséminés sur la Grande Terre et dans les Iles, le système de commercialisation reste souvent déficient et la transformation sur place, lorsqu'elle doit intervenir, est pratiquement inexistante.

Il en est ainsi pour les légumes (encore que la production soit assurée pour une grande part autour de NOUMEA et destinée à son marché), les fruits, le café ... les productions vivrières dont le ramassage est effectué par les colporteurs.

Pour pallier cette absence de circuits véritables de commercialisation, des organisations professionnelles se sont progressivement constituées, regroupant les producteurs en vue de la commercialisation de leurs produits, et assurant par ailleurs souvent une fonction d'approvisionnement.

Une dizaine d'entre elles, créées sous forme de coopératives ou de groupements d'intérêt économique, fonctionnent tant bien que mal depuis une dizaine d'années. Pour la plupart, elles collectent des fruits, des cultures maraîchères et vivrières. Certaines assurent la collecte et le premier traitement du café (passage de la cerise fraîche au café marchand).

Parmi les plus importantes on citera :

- le G.P.I.I. (Groupement des Producteurs de l'Intérieur et des Iles) arrêté depuis mars 1983 sa gestion étant fortement déficitaire ;
- le GANO (Groupement des Agriculteurs du Nord-Ouest : PYA, POUEMBOUT, KONE) assurant le ramassage de produits agricoles divers, ainsi que le ramassage et le traitement du café. Son activité est en forte baisse ;
- le G.I.E.P. de Canala drainant les productions fruitières (notamment agrumes) et le café : en difficulté financière ;
- le C.A.P.C.E. (Coopérative Agricole des Producteurs de la Côte Est). Cette coopérative dont le siège est à POINDIMIE, regroupe quelque 1.500 Producteurs et étend son action sur un vaste secteur géographique

.../...

que de la Côte Est. Elle collecte une centaine de tonnes de café en cerises fraîches et en assure le traitement dans les usines dont la gestion lui a été confiée. La C.A.P.C.E. qui possède également une section approvisionnement, est, du fait de son activité "café", en situation financière très difficile.

Ces quelques exemples témoignent certes d'une insuffisante maîtrise, de la part des responsables de groupements, des techniques financières et comptables et de façon plus générale de la gestion d'une entreprise économique. Chez eux, souvent le "social" l'emporte sur "l'économique". Une telle orientation qui tend à éviter problèmes et difficultés ne paraît pas éducative et ne favorise pas la prise en compte réelle par les intéressés d'une affaire censée être la leur. Elle contribue au contraire à maintenir ces derniers en position d'assistés.

Mais cette explication n'est qu'incomplète. Elle élude le fait que la plupart des groupements et coopératives ont été voulus plus par l'administration que par les intéressés eux-mêmes qui ne possédaient sur ce type d'organisation qu'une information très sommaire. Leur extension parfois démesurée pour des associations de personnes appelées à se connaître et prendre ensemble des décisions, répondait aux seuls impératifs économiques résultant de choix faits à l'insu même des associés ou des coopérateurs.

Les responsables de telles organisations se trouvent ainsi à leur entrée en fonction, confrontés à divers problèmes sociaux qu'ils s'efforcent plus ou moins adroitement de résoudre. Ils ont d'autre part à assumer certains héritages (usines ...) qui parfois relèvent du cadeau empoisonné.

L'histoire de la CAPCE est significative à cet égard (cf. projet "axe KONE-TIWAKA-TOME II).

1.2.4. Les conclusions partielles :

La grande masse des agriculteurs se trouve rassemblée au sein de deux systèmes de production, très différents l'un de l'autre mais l'un et l'autre traditionnels ; expressions d'un mode de vie plus que d'activités économiques.

La plupart de ces agriculteurs ne possèdent pas la formation technique et économique qui leur permettrait d'accueillir et de maîtriser les innovations pouvant leur être proposées.

On note un vieillissement très marqué de la population rurale, notamment dans le secteur européen.

Les jeunes de toutes ethnies se détournent de plus en plus d'une agriculture sans projet, sans dynamisme et, à leurs yeux, sans avenir.

Toutefois face à ce tableau assez sombre de la situation on note l'émergence d'un petit groupe d'agriculteurs entrepreneurs qui, malgré un contexte peu favorable, ont amélioré leurs méthodes et moyens de travail et se trouvent à la tête d'entreprises agricoles viables.

Ce fait s'observe notamment dans le secteur de l'agriculture européenne ; mais aussi pour une moindre part dans celui de l'agriculture mélanésienne où quelques producteurs ont adopté de nouvelles pratiques culturelles.

Ces progrès restent néanmoins fragiles et demanderaient à être confortés grâce à un système d'appui permanent efficace et la définition claire d'orientations de développement accompagnées d'une série de mesures incitatives adéquates.

1.3. Les structures d'appui à l'agriculture :

1.3.1. Recherche agronomique :

1.3.1.1. Organisation :

La recherche est présente, parfois depuis longtemps, sur le Territoire, au travers de plusieurs organismes, missions, interventions à caractère plus ou moins permanent.

On a pu ainsi dire, en boutade, que la Nouvelle Calédonie était le Territoire où la densité de chercheurs à l'unité de surface était l'une des plus élevée du monde.

Si cependant on admet que cette "concentration" de chercheurs a pour dessein de couvrir de nombreux domaines de la connaissance scientifique et une vaste zone du Pacifique Sud, la densité incriminée apparaît bien diminuée.

Singulièrement dans le domaine agricole ici plus spécialement concerné, son impact est encore bien faible, malgré les efforts déployés par :

- le Service de l'agriculture avec sa section Recherche basée au (CREA), Centre de Recherche et d'Expérimentation agronomique, de Nessadiou-Bourail et la contribution des circonscriptions agricoles,
- l'ORSTOM,
- beaucoup plus récemment plusieurs Instituts du GERDAT : IEMVT, IRFA, CTFT, IRAT, installés à PORT LAGUERRE ; IRCC à PONERIHOUEN,
- etc ...

L'impression majeure est toutefois que tous ces organismes travaillent séparément, sectoriellement, sur des programmes dont les objectifs ont été définis de façon très diverse (par un service technique, par un institut, par le chercheur lui-même ...) et dont les finalités de développement n'apparaissent pas très clairement.

Une impérieuse nécessité de coordination et même de programmation cohérente et conjointe s'impose pour un Territoire dont les moyens sont réduits et les besoins élevés et urgents.

Le Territoire l'a bien compris puisqu'une Commission de la Recherche a été très récemment créée, mais son action et ses pouvoirs apparaissent très limités.

.../...

Des solutions beaucoup plus opérationnelles et efficaces sont nécessaires. La faible dimension du Territoire, et, finalement, le petit nombre des partenaires possibles, devraient d'ailleurs faciliter leur mise en place.

1.3.1.2. Résultats obtenus :

A - PRODUCTIONS VEGETALES :

a) Céréales :

. Agriculture de type européen :

On peut admettre que pour le blé et le maïs (et, dans une certaine mesure, le sorgho) des variétés et une technologie sont disponibles et ont permis un redémarrage très récent (1977) de la production céréalière sur la Côte Sud Ouest.

Les travaux menés par le CREA et l'ORSTOM permettent d'être optimistes sur les possibilités d'une telle céréaliculture (rendements relativement élevés de 40 q/ha pour le blé, 80 q/ha pour le maïs).

De nombreux domaines restent cependant à explorer : techniques et calendriers culturaux, systèmes de culture ; approche variétale systématique et fixation d'une palette variétale adaptée aux besoins du territoire ; production semencière ; surveillance phytosanitaire.

En ce qui concerne le riz, les essais du CREA ont montré que la culture du riz "pluvial" était possible sur la Côte Ouest, mais que, du fait de la sensibilité du riz à des périodes de sécheresse, même courtes, une irrigation d'appoint pouvait être nécessaire.

Il est de ce fait sans doute préférable :

- de réserver ce type d'agriculture irriguée à des céréales à plus fortes potentialités : maïs, par exemple.
- de transférer délibérément la riziculture pluviale à l'Est où le déficit hydrique n'est guère à craindre.

. Agriculture de type mélanésien :

Très peu de résultats disponibles, en particulier pour les deux céréales, à l'évidence, adaptées aux conditions écologiques du versant Est (où domine ce type d'agriculture) et pour lesquelles s'exprime une forte demande du marché intérieur : le riz et le maïs.

Nonobstant les quelques travaux actuels, CREA, IRAT presque tout reste à faire.

b) Tubercules et racines :

Malgré quelques travaux de la Section Recherche du Service de l'Agriculture et, plus récemment, de l'IRAT, très peu de résultats sont disponibles et, a fortiori, diffusés, concernant ces cultures, qui constituent cependant l'essentiel des productions vivrières de l'agriculture mélanésienne.

L'absence d'une implantation expérimentale sérieuse sur la Côte Est n'a évidemment pas facilité une recherche pourtant indispensable.

Un travail de base significatif, bien que discret, a cependant été réalisé :

- collections variétales (cultivars, écotypes locaux) déjà riches, d'igname, patate, manioc, taro, de l'IRAT à PORT LAGUERRE (89 variétés d'igname, par exemple),
- essais de fertilisation sur patate du CREA et de l'IRAT,
- tests paysans de l'IRAT en milieu mélanésien : fumure sur igname, patate douce à Yaté, Saint-Louis, Ouitchambo, Bangou, en collaboration avec les circonscriptions agricoles et l'ODIL,
- essais du CREA sur taros à PONERIHOUEN ("sur terres louées"), etc ...

c) Café :

Pendant son court passage en Nouvelle Calédonie la mission d'étude n'a pu consacrer qu'un temps limité à l'examen des différentes questions relatives aux aspects techniques et technologiques de la culture du café. En outre, aucun membre de la mission n'était spécialiste en ce domaine.

Ces réserves formulées il lui est apparu toutefois que l'introduction de nouvelles variétés de café ROBUSTA et ARABICA "plein soleil" n'était pas encore totalement maîtrisée tant au plan des variétés à diffuser qu'à celui des techniques culturelles à préconiser et des modalités de traitement des cerises par voie humide.

Il est noté tout particulièrement :

- . qu'aucune solution n'est actuellement apportée à la moindre résistance de la plupart des variétés introduites (notamment d'espèce ARABICA) aux attaques de rouille et d'anthracnose,
- . que les moyens de lutte contre ces maladies nécessitent d'importantes dépenses qui diminuent l'attrait de cette production auprès des agriculteurs,
- . que la lutte contre les adventices ne semble pas avoir été l'objet d'études technico-économiques suffisantes,

- . que le problème des plantes de couverture à préconiser pendant les premières années de plantation n'est pas résolu, non plus que les moyens efficaces de lutte contre l'invasion d'escargots.

Il semble bien qu'il ait manqué à l'opération café en cours, une phase active de recherche-développement menée en association étroite entre les chercheurs, les vulgarisateurs et les formateurs. Mais sans doute n'est-il jamais trop tard pour bien faire !

d) Fruits :

Avec 2.700 tonnes d'importations, les fruits contribuent de façon non négligeable au déficit de la balance commerciale, alors que les écologies calédonniennes apparaissent souvent favorables à la production fruitière.

L'I.R.F.A. le démontre actuellement au travers d'une opération de 60 vergers de comportement (agrumes, avocatiers, bananiers, manguiers, letchis, pêchers, pommiers ...) négociée avec les services ruraux et bien régionalisée.

Un projet de station (100 ha, dont 40 ha mécanisables) a été également retenu à La Foa (Côte Ouest).

On peut souligner le caractère Recherche-Développement-Formation de ce projet, qu'il conviendra de prolonger par des relais régionaux notamment sur la Côte Est.

e) Légumineuses et protéagineux, oléagineux :

Ils sont curieusement peu fréquents, sinon absents des systèmes de culture actuels, aussi bien en agriculture type européen que mélanésien.

Trois conséquences notables, entre autres :

- une pauvreté de la diète en protéines végétales, notamment en milieu mélanésien rural,
- des importations élevées (presque toutes les huiles végétales, par exemple),
- un déséquilibre agronomique des systèmes de culture vers les céréales et racines, trop privés notamment des légumineuses et de leur capacité fixatrice de l'azote atmosphérique.

Là non plus, il ne semble pas que de sérieuses limitations écologiques existent :

- soja et tournesol réussissent au CREA de Nessadiou-Bourail (ainsi d'ailleurs que les légumineuses et graminées fourragères),
- haricots et doliques donnent de bons résultats à PORT LAGUERRE,
- pois d'angole (cajanus indicus, ou ambrevade) et haricots sont connus et appréciés en paysannat mélanésien, etc ...

.../...

B - PRODUCTIONS ANIMALES :

Les études effectuées jusqu'alors portent essentiellement sur l'élevage bovin :

- une étude de l'IEWT qui s'achève confirme la situation sanitaire très favorable du troupeau bovin néo-calédonien, qui dispose en outre d'un fond de géniteurs de races bovines françaises charolaise et limousine.
- une expérimentation de systèmes alimentaires à base de manioc et leucaena ou d'ensilage maïs est actuellement en cours à PORT LAGUERRE. Ces travaux sont à poursuivre afin de pouvoir présenter aux éleveurs les produits nouveaux proposés et les bilans prévisionnels de fonctionnement.

1.3.2. Encadrement technique de la production :

1.3.2.1. Organisation :

L'encadrement technique est assuré par la Direction Territoriale des Services Ruraux (D.T.S.R.) qui regroupe un personnel d'environ 300 agents de diverses qualifications, répartis dans plusieurs services : agriculture, génie rural, eaux et forêts, élevage : soit globalement un agent d'appui technique pour 20 agriculteurs.

Les services sont présents sur le terrain au travers du CREA de BOURAIL et de six circonscriptions agricoles régionales dont relèvent des techniciens affectés au niveau de chaque commune (30). Ces techniciens communaux sont chargés de mener des actions de vulgarisation ainsi que diverses opérations spécifiques (fruits, café, ...).

Certaines modifications de ce dispositif sont intervenues récemment ou sont prévues :

- l'organisation des services ruraux a été réformée en Novembre 1983 : cette réforme va dans le sens d'une meilleure coordination des actions agricoles à l'échelon territorial, d'une décentralisation plus poussée de la décision et des responsabilités au niveau régional, et (peut-être) d'une plus grande attention aux problèmes de développement (la DTSR devient DIDER : Direction du Développement de l'Economie Rurale. Un service spécifique est créé regroupant Recherche-Formation-Information).
- la poursuite de l'importante opération café serait sous tutelle de la DIDER confiée à une structure distincte des services ruraux, dotée de l'autonomie financière.

1.3.2.2. Résultats :

L'action menée a :

- permis le démarrage de la recherche agronomique et préparé l'implantation des divers instituts spécialisés regroupés au sein du GERDAT.

.../...

- résolu de façon efficace un certain nombre de problèmes ponctuels tenant à l'aménagement et à la mise en valeur des terres, ainsi qu'à l'amélioration de diverses techniques.

Ce faisant une méthode d'approche sectorielle des problèmes a été adoptée, privilégiant la technique au détriment des aspects économiques et sociologiques des actions à entreprendre. L'aménagement au détriment du développement, le "coup" au détriment du projet à plus long terme associant la population à ses différentes phases d'élaboration, d'exécution et d'évaluation.

Méconnaissant la technicité de certaines pratiques traditionnelles la plupart des agents des services ruraux ont eu tendance à montrer et faire plutôt qu'à comprendre, expliquer et faire-faire.

Les résultats obtenus s'avèrent décevants, sans aucune mesure avec l'importance des moyens humains et financiers mis en oeuvre.

Au-delà du simple constat formulé par les services ruraux que "l'augmentation des effectifs d'encadrement technique et des moyens financiers mis à la disposition des agriculteurs calédoniens parvient difficilement à enrayer la devitalisation du secteur primaire ... face à des secteurs secondaire et tertiaire qui restent les principaux pôles attractifs de l'économie territoriale" (notes et documents MC n°22 - DTSEE - DTSR Mai 1983). Une remise en cause fondamentale des méthodes d'intervention en milieu rural paraît nécessaire.

1.3.3. Formation :

- il existait autrefois à PORT-LAGUERRE une école d'agriculture. Elle a été supprimée. Une certaine formation agricole est assurée dans les ALEP (annexes au Lycée d'Enseignement Professionnel). En extension de cette formule il est question d'ouvrir à BOURAIL un Lycée Agricole.
- diverses écoles privées avaient institué à l'issue du cycle d'enseignement général, des cours de préparation à la vie (C.P.V.). Ces formules témoignent d'une prise de conscience d'un certain nombre de carences du système éducatif classique et du souci d'y porter remède. Les systèmes mis en place ne se sont pas toujours avérés très adaptés.
- plus récemment, d'autres initiatives privées ont vu le jour. Un centre de formation agricole a été créé à DONEVA dans la région de Houaïlou : il délivre des formations techniques pratiques à de futurs jeunes agriculteurs selon des programmes qui semblent prendre en compte les spécificités de l'agriculture en milieu mélanésien.
- à partir de 1977 des Maisons Familiales Rurales ont été implantées : leur progression a été assez rapide et en 1983, 13 d'entre elles étaient ouvertes et fonctionnaient (7 sur la Côte Est ; 3 dans les Iles Loyautés ; 3 sur la Côte Ouest et Nord Ouest). 364 jeunes recrutés à l'âge de 14-16 ans (329 garçons dans 11 MFR - 39 filles dans 2 MFR) y suivent actuellement une formation initiale sur un cycle de trois ans, sanctionnée par un certificat de capacité professionnelle de niveau 1. Une centaine de jeunes ont déjà suivi cette formation et sont candidats à l'installation. Avant celle-ci ils acquièrent une formation complémentaire étalée sur 400 heures portant sur l'économie et les techniques de productions, les problè-

.../...

mes d'organisation professionnelle et de commercialisation. Ce cycle complémentaire sera sanctionné par l'obtention définitive d'un certificat de capacité professionnelle agricole.

Les principes des Maisons Familiales Rurales sont basés sur l'association (participation active des parents concernés à la création, à l'orientation et la gestion du centre), l'alternance (une semaine au centre, deux semaines dans le milieu familial) et la mise en oeuvre d'une pédagogie du vécu (la vie quotidienne et ses enseignements précède la formation à la MFR et sert de base à celle-ci).

Bien que les membres de la mission d'études n'aient pu réaliser une évaluation de cette formule éducative, celle-ci leur apparaît, quant à ses principes et ses modalités de mise en oeuvre, bien adaptée à la situation rurale prévalant notamment sur la CôteEst Néo-Calédonienne.

Plongeant ses racines dans le vécu du milieu environnant, elle ne dissocie pas l'expérience des adultes de la formation des jeunes et par leur association et leur participation au fonctionnement du centre implique les parents d'élèves et divers membres de la Communauté Rurale dans un processus éducatif.

- Autrefois le FADIL et désormais l'ODIL ont entrepris une action au niveau de la formation (et de l'information) des adultes. Celle-ci s'exerce dans le domaine de l'économie (comptabilité et gestion des petites et moyennes entreprises agricoles : exploitations individuelles, gîtes ruraux, groupements et coopératives - organisation de la commercialisation-) ainsi qu'en vue de la formation d'animateurs ruraux. Elle se réalise sous forme de sessions de quelques jours au centre de formation situé à Nouméa ainsi que dans divers points de rassemblement régionaux.

Il est prévu qu'elle s'étende prochainement à des thèmes techniques, utilisant certains points d'accueil susceptibles d'être créés (NEPIA, PORT-LAGUERRE notamment).

Parallèlement l'ODIL a mis en place un réseau d'animateurs bénévoles désignés par les tribus et destinés à apporter à celles-ci l'information économique et technique dont elles ont besoin.

Il participe en outre à la création des comités consultatifs communaux de développement, auxquels il apporte un appui éducatif et méthodologique qu'il conviendrait de préciser et d'accentuer.

- Les services ruraux de leur côté déploient des programmes de formation et d'appui conseil aux coopérateurs et assurent par le biais de la vulgarisation diverses activités éducatives en milieu rural.

Ils conçoivent par ailleurs et diffusent auprès des agriculteurs un bulletin d'information contenant des fiches techniques portant sur les divers aspects de la production agricole (matériel et machinisme agricoles, agriculture spéciale, phytopathologie ...).

- Ces différentes initiatives sont intéressantes ; notons toutefois que la plupart d'entre elles s'adressent en priorité à des jeunes encore en marge de la vie professionnelle. Le mérite du FADIL puis de l'ODIL est d'avoir entamé un processus de formation au niveau des adultes. Ce processus est encore hésitant et suscite quelques réserves : la formation n'est pas délivrée "in situ" et ne peut donc prendre que partiellement en compte les problèmes concrets auxquels sont affrontés dans leur vie professionnelle, les divers participants ; elle ne concerne que quelques individus isolés et non, selon des modalités variées, une communauté toute entière. Sa portée risque de ce fait d'être assez restreinte.

Or, dans le contexte actuel de la Nouvelle-Calédonie, un effort prioritaire et très intensif doit être entrepris en vue de la formation des adultes : ce sont eux qui, demain, donneront une nouvelle chance à l'agriculture du Territoire ou qui, au contraire, précipiteront son déclin.

1.3.4. Crédit agricole :

Quatre institutions concourent à des titres divers au financement des investissements au bénéfice des exploitations agricoles :

- deux institutions financières :
 - . la Caisse de Crédit Agricole Mutuel (CCAMNC)
 - . la Société Immobilière de Crédit (SICNC)
- l'Office pour le Développement de l'Intérieur et des Iles (ODIL)
- les Services Ruraux.

La CCAMNC prête chaque année, à court ou moyen terme, environ 300 Millions de F.CFP à des agriculteurs ou éleveurs (1). Le montant des prêts consentis par la SICNC au secteur rural s'élèverait pour sa part à quelque 50 % des prêts accordés à moyen et long termes à ce secteur.

L'ODIL intervient, quant à elle, pour :

- la garantie de prêts à des emprunteurs ne pouvant en fournir,
- l'octroi de bonification pour certains types de prêts et catégories d'emprunts,
- la délivrance de subventions et primes.

Les Services Ruraux effectuent l'enquête auprès des demandeurs et aident éventuellement ces derniers à la constitution de leurs dossiers qui sont transmis à l'ODIL. La Direction Territoriale de ces services est habilitée, pour divers types de prêts, à étudier l'octroi de subventions et exonérations au bénéfice des emprunteurs.

.../...

(1) Exercice 1982 : prêts accordés par la CCAMNC

	Court terme	Moyen terme	Long terme	Total
Nombre de prêts	80	168	1	249
Montant (1000 F.CFP)	109 662	118 995	528	300 185
Au 31 décembre 1982 (1 000 F CFP)	En cours de prêts 727 017		Montants impayés 77 086	%

Source : rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes sur l'exercice 1982 : CCAMNC.

Bien que susceptible de nombreuses améliorations, le système fonctionne et permet un financement non négligeable de l'agriculture (1), qui n'est pas toujours utilisé dans les meilleures conditions d'efficacité. Tant qu'une véritable politique de développement rural régional n'est pas conçue et mise en oeuvre, une augmentation très importante de ce financement risque d'aller à l'encontre des objectifs recherchés.

1.3.5. Réforme foncière :

Elle est porteuse d'espoir pour les uns, source d'inquiétude pour les autres.

La revendication foncière mélanésienne s'exprime de diverses façons.

La base en est :

- coutumière : revendication par les clans de leurs terres ancestrales,
- économique : exiguité de nombreuses réserves tribales.

Elle alimente une revendication politique qui englobe et amplifie les deux autres.

Selon l'étude CNASEA elle porterait (2) sur 270.000 ha de terres privées (64 %), domaniales (15 %) et territoriales (21 %) et concernerait inégalement les régions ouest (55 %), sud (32 %), Est (13%).

Fin 1982, les opérations de rachat ou de retrait de titres fonciers avaient porté sur 44.000 hectares. A la même époque, 24.250 ha avaient été redistribués essentiellement selon la forme coutumière.

Pour les années à venir les superficies immédiatement disponibles après rachat ou retrait de location s'élèveraient à environ 165.000 ha.

Les opérations foncières vont donc prendre très vite une ampleur nouvelle et d'importants problèmes vont apparaître dont les solutions doivent être recherchées dès maintenant :

- modalités de maintien en état, en l'attente d'une nouvelle attribution, de terres, habitat, bâtiments d'exploitation abandonnés par leurs propriétaires,
- étude et mise en oeuvre d'une véritable réforme agraire au risque sinon, d'assister sur les terres réattribuées à la reconduction de systèmes de production traditionnels (buttes d'ignames) ou extensifs (élevage "contemplatif") désormais dépassés.

.../...

(1) d'après notes et documents NC n°22 "environ 850 millions de F.CFP de prêts en 1982 et près de 420 millions de F.CFP de subventions ...".

(2) Grande Terre à l'exclusion des trois communes de NOUMEA, DUMBEA, MONT DORE.

1.4. Synthèse des problèmes perçus :

1.4.1. Possibilités et lacunes en matière de production :

Sans être très ample, le marché intérieur agricole néo-calédonien recèle diverses possibilités que la très faible utilisation des terres cultivables, due à un sous-emploi de la population agricole ne permet pas actuellement d'exploiter.

Ces possibilités semblent exister dans les secteurs suivants :

- céréales et produits laitiers : près de la moitié de la valeur des importations alimentaires du Territoire,
- viande (bovine, porcine, ovine, volaille) : plus du quart de la valeur de ces importations,
- légumes et fruits.

Par ailleurs d'importantes améliorations peuvent être obtenues dans le domaine des productions vivrières (racines et tubercules), et des "créneaux" d'exportation vont s'ouvrir, à plus ou moins brève échéance pour des produits tels le café, la viande bovine, certains fruits "exotiques" ...

Toutefois, pour tous ces secteurs de graves lacunes sont constatées dans la connaissance :

- des conditions optimales de production,
- des circuits de commercialisation et de transformation à préconiser.

1.4.2. Systèmes actuels de production : caractéristiques et contraintes :

La production agricole marchande du Territoire est actuellement assurée pour les 2/3 de sa valeur par une poignée d'agriculteurs et de petits entrepreneurs agro-industriels actifs pratiquement tous concentrés dans les environs de NOUMEA.

La grande masse des agriculteurs est par ailleurs répartie inégalement sur le reste du Territoire : elle participe peu (sauf pour la viande bovine et les fruits) aux échanges marchands et demeure enfermée dans deux systèmes de production traditionnels peu productifs :

- système vivrier mélanésien sur très petites surfaces,
- système européen d'élevage bovin extensif sur moyennes et grands surfaces.

Ces systèmes regroupent le plus souvent des agriculteurs âgés (en l'absence d'une dynamique de développement agricole les jeunes recherchent ailleurs d'autres sources de revenus ou restent oisifs) et n'ayant reçu aucune formation technique et économique.

En l'absence d'autres "modèles" susceptibles d'être préconisés, et d'un appui adapté aux agriculteurs, la redistribution foncière en cours ne peut que favoriser la reproduction des deux systèmes existants, et accentuer la marginalisation du plus grand nombre des producteurs.

.../...

Quelle que puisse être l'évolution politique du territoire, le problème fondamental posé au développement de l'agriculture néo-calédonienne est donc celui de la recherche des possibilités et moyens d'évolution des systèmes de production.

1.4.3. Efforts dispersés - absence de méthodes de développement :

Les efforts (souvent fragmentaires, sectoriels et trop exclusivement techniques) déployés par les services d'appui à la production agricole n'ont pas permis jusqu'alors d'apporter de solutions satisfaisantes à ces problèmes.

Ces efforts ont porté essentiellement sur le système de production de type européen : ils ont été réalisés de façon ponctuelle, par "coup", et non dans le cadre d'un développement plus global.

L'appui au secteur de production mélanésien n'est entrepris que depuis quelques années. Conduit, en méconnaissance des systèmes agraires et de production existants, dans une approche productiviste très normative et rigide, il n'a pas permis de dégager un ensemble de méthodes de développement spécifiques aux groupes ruraux concernés.

1.4.4. Absence d'orientations de développement et tendances actuelles :

Des orientations de développement, susceptibles de fournir un axe directeur aux actions des services techniques, et de préciser le cadre d'un développement régional n'ont pas été définies.

Un travail en ce sens a été amorcé lors des Etats Généraux du développement. Il reste insuffisant pour cerner les objectifs à atteindre et les moyens d'y parvenir.

En l'attente de nouveaux travaux permettant d'explicitier des choix, deux tendances économiques se font jour :

- la première de type autarcique viserait à une reconquête à tout prix et totale du marché intérieur. Elle pourrait avoir pour avantage dans la situation actuelle de sous-emploi, de favoriser la recherche de solutions privilégiant l'investissement travail aux dépens de l'investissement en capital. Un effort particulier serait entrepris pour mettre en oeuvre un développement autocentré basé notamment sur l'évolution progressive des systèmes de production mélanésiens et assurant l'autosuffisance du territoire en produits alimentaires de base : vivrier, riz, élevages de diverses sortes et produits laitiers, café pour la consommation locale.

Dans cette optique les importations seraient limitées aux seuls biens d'équipement, et une politique de substitution des consommations serait mise en oeuvre.

Soutenant l'ensemble du système, une stricte réglementation de la commercialisation et des prix serait instaurée. Une telle orientation sommairement esquissée ici paraît peu réaliste.

Contraignante pour les diverses catégories de la population, elle risquerait vite de détruire toute velléité d'initiative individuelle en supprimant les incitations à produire qui, seules, peuvent la susciter. Elle conduirait par ailleurs à une remise en cause fondamentale et brutale de divers secteurs de l'activité économique, souvent artificiellement gonflés, mais qui n'en constituent pas moins une source d'emplois et de revenus pour une part non négligeable de la population.

.../...

- la deuxième tendance ne s'exprime pas mais se réalise grâce au dynamisme des quelques entrepreneurs évoqués plus haut.

Or, à une époque où les activités en déclin ne soutiennent plus l'économie du territoire, le moyen le plus rapide de relancer l'économie agricole néo-calédonienne est de concentrer ses efforts sur la création d'un petit groupe d'entreprises performantes, bien conduites et bien équipées.

Quelques dizaines d'exploitations agricoles de ce type seraient en mesure de satisfaire rapidement dans quelques secteurs importants un marché intérieur relativement restreint et de conquérir des débouchés extérieurs.

Elles induiraient sans doute, un effet d'entraînement qui conduirait quelques agriculteurs-éleveurs environnants à suivre leur exemple.

Ceci provoquerait très vite une hausse sensible du PIB et des exportations agricoles du Territoire, et aurait donc des résultats indéniablement positifs au plan macro-économique.

Par contre, de telles entreprises peu créatrices d'emplois peu "exemplaires" pour la grande masse des agriculteurs, fortes consommatrices de biens importés (matériel, intrants) :

- . favoriseraient le maintien plus ou moins artificiel d'un secteur tertiaire pléthorique qui ne reflète en rien l'état d'évolution économique du Territoire ;
- . creuseraient les disparités régionales et sociales déjà très accusées et renforceraient la marginalité de certains groupes humains ;
- . contribueraient dès lors qu'elles occuperaient une place totalement dominante sur le marché, au blocage de tout processus véritable de développement.

Entre ces deux tendances, les voies d'un réel développement sont à rechercher.

.../...

II - PROPOSITIONS D'UN PROGRAMME D' ACTIONS -

II.1. Introduction :

A - UN CHOIX INITIAL :

Les propositions qui vont être formulées reflètent nécessairement certains choix en matière de développement agricole.

Ces choix sont les suivants :

- prise en compte des spécificités régionales et sociales du territoire, et valorisation de celles-ci par la mise en oeuvre, sur la base d'objectifs communs, de méthodes et moyens adaptés à chaque situation et catégorie particulières.
- association étroite des divers groupes ruraux concernés à la préparation du choix et à la réalisation des programmes de développement,
- orientation vers une reconquête raisonnée du marché intérieur et l'ouverture de débouchés extérieurs pour quelques productions caractéristiques.

B - UN PROGRAMME D' ACTIONS :

Le programme d'actions proposé comporte trois volets :

- un programme de recherche-développement, par thèmes et systèmes, des différentes composantes techniques, économiques et sociales de la production agricole,
- l'expérimentation "in situ" de nouvelles méthodes de développement prenant en considération les exploitations agricoles ainsi que les systèmes agraires et de production au sein desquels elles se situent,
- l'expérimentation et la mise en oeuvre de nouveaux systèmes de formation adaptés à chaque situation concrète.

Ce programme :

- serait "domicilié" en divers points du territoire et se déroulerait dans un ensemble étroitement intégré de RECHERCHE-DEVELOPPEMENT-FORMATION,
- alimenterait en données et résultats une cellule de planification agricole chargée de soumettre aux Autorités du territoire des propositions en vue de :
 - l'élaboration des orientations de développement agricole,
 - la détermination des régions de développement,
 - la définition du contenu d'une réforme agraire,
 - la préparation d'une politique de financement de l'agriculture.
- permettrait la préparation et le lancement à moyen terme de divers projets et opérations de développement agricole.

CATEGORIES DANS LESQUELLES ONT ETE CLASSES LES PROBLEMES RENCONTRES	ETUDES - THEMES DE RECHERCHE APPLIQUEE ET/OU DEVELOPPEMENT ACTIONS	SYSTEMES DE PRODUCTION		TYPES DE TRAVAUX SYST. THEM	OBSERVATIONS ET REFERENCES
		E	M		
A - <u>UTILISATION DE L'ESPACE</u>	1. Etudier les systèmes agraires existants. Rechercher les modalités de leur évolution.		X	X	En participation avec les Communautés rurales mélanésiennes
	2. Comprendre les systèmes de production et leurs implications socio-culturelles. Expérimenter les conditions d'évolution de ces systèmes par introduction successive ou simultanée d'innovations.	X	X	X	En liaison avec les Communautés Rurales mélanésiennes et Européennes. cf. 11.5 et tome II
	3. Effectuer le zonage agro-écologique et socio-économique du territoire, base pour la définition d'un développement régional.	X	X	X	Idem pour la participation des ruraux. cf. 11.4.1.
B - <u>METHODES DE DEVELOPPEMENT</u>	1. Expérimenter de nouvelles méthodes de développement prenant en compte l'exploitation agricole et basées sur la participation paysanne.	X	X	X	cf. 11.6.1. Points d'application : UDE et notamment NEPIA (cf. tome II)
	2. Etudier et expérimenter les éléments constitutifs d'ordre technique et socio-économique d'une réforme agraire. Support nécessaire à la redistribution foncière.		X	X	Points d'application immédiats : NEPIA - Axe KONE TIWAKA. cf. tome II
	2. Expérimenter et mettre en oeuvre les systèmes de formation, vulgarisation, information adaptés à chaque situation particulière.	X	X	X	A effectuer en liaison avec A.1 - 1.2 - B.1. - B.2. Point d'application immédiat pour la formation paysanne : NEPIA (cf. 11.7)
C - <u>FACTEURS DE PRODUCTION ET SYSTEMES DE CULTURE</u> . <u>Utilisation de l'eau</u> . <u>Fertilisants</u> . <u>Systèmes de culture</u> . <u>Outillage agricole et mécanisation</u>	1. Etudier et tester les modes de gestion optimale des eaux de pluie en tenant compte des caractéristiques de chaque région.	X	X	X	cf. 11.3.
	2. Etudier et tester des réseaux et techniques d'irrigation (conception - aménagement - pilotage).	X	X	X	Idem
	3. Effectuer une approche technico-économique des possibilités et modalités de l'irrigation de complément.	X		X	Idem
	3.bis Développer l'aquaculture.	X	X	X	
	4. Expérimenter et tester des formules de fertilisation organique (fumier, meilleure gestion des résidus de récolte).	X	X	X	En liaison avec C.7 association agriculture-élevage.
	5. Expérimenter et tester des formules de fertilisation minérale dans le cadre de successions culturales.	X	X	X	Expérimentations à réaliser sur des points d'appui expérimentaux (dont NEPIA sur la côte est). Tests à réaliser sur les exploitations agricoles.
	6. Substituer une culture permanente des sols à un système de culture itinérant.		X	X	
	7. Expérimenter et tester des systèmes : . de culture en association (riz, café ou vivrier)		X	X	" "
	. de double culture annuelle (céréales)	X	X	X	" "
	. d'association agriculture-élevage	X	X	X	" "
	8. Améliorer l'outillage manuel existant		X	X	
	9. Expérimenter et tester l'utilisation de la culture attelée.		X	X	" "
	10. Etudier et expérimenter régionalement les conditions économiques et techniques d'utilisation de divers engins agricoles (mécanisation - motorisation).	X	X	X	Organisation parallèle de sessions d'apprentissage à l'entretien et l'utilisation de ces matériels.

.../...

. <u>Café</u>	16. Poursuivre essais variétaux ROBUSTA et ARABICA. Rechercher notamment variétés ARABICA moins sensibles à la rouille (Hemileia vastatrix) et à l'antracnose.	X	X	X	Station café de PONERIHOUEN. Expérimentations complémentaires sur le centre d'appui de NEPIA dans le cadre d'une action Recherche-Développement englobant les divers pints traités en E.17, 18, 19, 21, 22.
	17. Expérimenter et tester moyens de lutte efficaces et adaptés (coût) contre ces maladies.				
	18. Tester moyens de lutte contre les invasions d'escargots.	X	X	X	
	19. Expérimenter et tester de nouvelles plantes de couverture.		X	X	
	20. Expérimenter et tester de nouvelles modalités de traitement de la récolte de cerises de café.	X	X	X	
	21. Expérimenter et tester la culture en association riz-café pendant les deux premières années de plantation.		X	X	CF. C.7 et E.8 association riz-café.
	22. Etudier le fonctionnement des coopératives de traitement et commercialisation du café. Proposer et mettre en oeuvre les améliorations nécessaires.		X	X	CF. D.1., 2., 3.
	23. Rechercher les conditions d'insertion technique, et socio-économique de la culture du café dans le système de production mélanésien.		X	X	Point d'appui principal : NEPIA et tribu neouta (cf. tome II).
	24. Assurer l'information et la formation des producteurs sur les divers aspects techniques et économiques de la culture du café.		X	X	Point d'appui : NEPIA et les plantations des producteurs;
	25. Poursuivre essais de comportement et variétaux en cours. Lancer des essais complémentaires avec arachide et niébé africain.	X	X	X	
. <u>Légumineuses et protéagineux, oléagineux</u>	26. Expérimenter et tester l'introduction de ces plantes dans les systèmes de culture existants.	X	X	X	Tests à réaliser sur la côte ouest et sur la côte est.
	27. Organiser et mettre en oeuvre les formations et apprentissages correspondants.	X	X	X	
F. <u>PRODUCTIONS ANIMALES</u>					
. <u>Elevage laitier</u>	1. Etudier les conditions économiques d'introduction de l'élevage laitier sur le territoire.	X	X	X	CF. E.12 et E.5.
	2. Expérimenter et tester cette introduction : . Côte Ouest : vaches laitières . Côte Est : chèvres laitières	X	X		Tests à réaliser : Côte ouest : chez un groupe d'éleveurs. Côte est : NEPIA et quelques tribus
	3. Etudier les conditions techniques et économiques : . d'organisation des circuits de commercialisation du lait, . d'unités de traitement pour la fabrication de produits laitiers (beurre, crème, yaourt, fromage).	X	X	X	
	4. Organiser les formations correspondantes.	X	X	X	
	5. Réaliser des études sur les conditions technologiques et économiques de création d'une industrie artisanale de charcuterie-salaison et les modalités de constitution d'un complexe coopératif de production porcine de type fermier.	X	X	X	
	6. Effectuer une analyse objective des obstacles actuels à la production ovine. Etudier les modalités d'un éventuel lancement de cette production.	X	X	X	
	7. Etudier les conditions économiques (notamment coûts, aliments du bétail) de lancement éventuel d'unité industrielles d'élevage de volailles.	X	X	X	
	8. Tester le lancement d'élevages fermiers (poulets-label).	X	X	X	
	9. Organiser les formations correspondantes.	X	X	X	
. <u>Elevage viande</u>					

11.3. Actions d'améliorations des productions :

- En complément de ce chapitre on se référera :
 - . au tome IV de ce rapport : "Documentation technique",
 - . à l'annexe II du présent document où se trouvent formulées diverses hypothèses de développement concernant les filières de productions étudiées.
- Les actions (Etudes - Recherche appliquée) concernant les facteurs de production et les systèmes de culture sont citées à l'occasion de l'examen de chaque groupe de productions.

11.3.1. Production végétale :

11.3.1.1. Céréales :

A - AGRICULTURE DE TYPE EUROPEEN

Les actions à entreprendre sont les suivantes :

- techniques et calendriers culturaux, systèmes de culture (notamment double culture),
- approche variétale systématique après analyse fréquentielle des conditions pédo-climatiques et fixation d'une palette variétale adaptée aux exigences du Territoire, évitant ainsi un appel obligatoire et velléitaire, souvent par les exploitants eux-mêmes, aux sources étrangères (en outre annuel pour les hybrides à formules génétiques sophistiquées),
- production semencière territoriale,
- surveillance phyto-sanitaire (en particulier au champ) suffisante pour éviter l'accident toujours possible dans toute culture nouvelle en expansion (et de plus faisant large appel à l'étranger pour ses semences),
- approche technico-économique sérieuse des possibilités et modalités de l'irrigation de complément dont l'efficacité peut être assez remarquable dans une zone où l'alimentation hydrique est, en général, globalement suffisante, mais où le "trou" pluviométrique inattendu, mais souvent possible, peut obérer fortement les rendements (alors qu'une faible irrigation peut compenser le déficit).

Cette approche sera évidemment largement valorisée par une politique cohérente de meilleure gestion des eaux de pluie : retenues, lacs collinaires, ... et de mise au point des réseaux et techniques d'irrigation (conception, aménagement et pilotage).

B - AGRICULTURE DE TYPE MELANESIEN

Beaucoup de travail est à entreprendre :

a-Ce doit être fait avec rigueur après une étude précise des conditions écologiques, économiques et techniques d'un éventuel développement de ces cultures.

.../...

En particulier les gammes variétales adaptées sont à composer région par région, suivant un processus, classique sans doute, mais obligatoire d'introductions contrôlées, essais en milieu maîtrisé, tests-paysans ..., avant toute diffusion de quelque matériel végétal que ce soit.

Simultanément doivent être définis les techniques et systèmes de culture compatibles avec les pratiques et systèmes existants.

On s'intéressera particulièrement :

- au riz pluvial, pour lequel les conditions écologiques de tout l'Est semblent très favorables (à condition de bien "caler" les cycles pour placer la récolte en saison la moins pluvieuse : techniques de séchage en milieu paysan cependant à élaborer).

Ce riz pluvial est à envisager dans ses deux formes les plus courantes :

- . riz pluvial strict en culture uniquement sous pluies, en succession ou association avec les cultures vivrières traditionnelles (igname, manioc ...) et même le caféier (première et deuxième année de plantation).

Espérance de rendement : 25-30 q/ha.

- . riz pluvial assisté, ou de nappe, cultivé sur les terres et terrains plus ou moins inondables souvent inexploitées (leurs surfaces sont loin d'être négligeables (1) et difficilement utilisables à d'autres fins sans maîtrise de l'eau (sauf taro d'eau ou élevage).

Espérance de rendement : 30-35 q/ha.

- au maïs

Le maïs est connu en agriculture type mélanésien, même si c'est à toute petite échelle (quelques centaines de pieds) pour une consommation en frais.

Le développement de cette culture a une double signification :

- . petit élevage domestique, familial, "fermier" (porc, volaille ...),
- . aliment du bétail pour le marché territorial : les besoins actuels devant certainement connaître un accroissement rapide. Il est incontestable qu'une part importante de ce marché peut être couverte par l'agriculture de type européen, mais une politique réaliste devrait encourager une contribution rapidement progressive de l'agriculture type mélanésien.

Espérance de rendement en maïs pluvial versant Est : 30-40 q/ha.

.../...

(1) Une étude précise faite par deux pédologues de l'ORSTOM dans la vallée de la Tiwaka permet par exemple d'évaluer ce type de terres, de bonne fertilité, à 650 ha pour cette seule petite vallée.

b- Ce peut être rapidement fait.

L'expérience tant maïs que riz pluvial (et également sorgho) mondialement accumulée, est considérable. En particulier pour les régions tropicales et subtropicales, le GERDAT/IRAT, en s'appuyant sur ses propres travaux et sur ceux des Instituts internationaux (IRRI, CIMMYT, notamment), propose des technologies adaptées et largement éprouvées pour la plupart des écologies et situations (Afrique, Amérique latine, Madagascar et Réunion, Sud-Est asiatique).

Une analyse analogique des situations calédoniennes doit permettre d'entrer rapidement dans un processus Recherche-Développement (qui pourrait "tenir" en 4 ans):

- introduction, comportement, essais en milieu maîtrisé (station et points d'appui côte est) de matériel végétal (en particulier beaucoup plus diversifié que celui actuellement testé par le CREA et résistant à la pyriculariose),

- mise au point des techniques culturales,

- tests paysans,

- début de production semencière,

- prédiffusion dans des zones choisies,

- évaluation et si elle est satisfaisante, proposition d'une action riz (dans un cadre intégré), visant, dans un premier temps, à atteindre le 1/3 de l'autosuffisance.

11.3.1.2. Racines et tubercules :

Des résultats déjà obtenus et des contacts trop brefs sans doute, mais très diversifiés avec des agriculteurs, des techniciens, des professionnels ... on peut cependant tenter, pour ces cultures, d'exprimer quelques points de diagnostics pour le présent et le proche avenir :

- la place de ces vivriers restera importante dans le court et moyen termes (1) y compris dans l'économie de marché (et peut être de plus en plus). En effet, si les tubercules et racines sont actuellement peu présents sur les marchés, ils y sont très chers (donc demande potentielle insatisfaisante) et il semble que l'explication soit beaucoup plus à rechercher dans une mauvaise organisation de la production (trop saisonnière, mal adaptée aux goûts, ...), de la conservation, de la commercialisation, ... que dans la capacité d'absorption du marché.

On fera l'hypothèse, bien modeste, que le marché pourrait accueillir une offre de 15 % supérieure à l'actuelle, donc que la production territoriale pourrait augmenter dans les mêmes proportions, sous les réserves d'une meilleure organisation des filières de production-commercialisation (et, bien entendu, la disponibilité des variétés appréciées à la vente).

.../...

(1) Ceci est déjà évident pour l'igname de coutume.

- un glissement très significatif se produit et va s'amplifier du tubercule vers la céréale et les protéagineux (puis la viande) dans la diète mélanésienne. Les efforts en faveur des tubercules devront donc toujours être inclus dans des activités et actions plus globales, en faveur de systèmes de culture et de production plus diversifiés, donc plus évolutifs et moins fragiles devant les fluctuations de la demande, des prix du marché (et aussi des conditions agro-écologiques).
- les productivités actuelles, enregistrées notamment en agriculture de type mélanésien, sont très faibles : moins de 5 t/ha de rendement moyen, avec une très forte variabilité due aux faibles "fertilités" des terres, aux techniques et pratiques de culture encore très frustrées et au matériel végétal utilisé.

Ces productivités peuvent être facilement doublées par un recours progressif :

. à la fertilisation organique (fumier, notamment de stabulation plus ou moins entravée ; meilleure gestion des résidus de récolte : fanes, pailles, ...),

. à la fertilisation minérale : systèmes de fumure à prévoir d'ailleurs dans le cadre de successions culturales afin de faire profiter au maximum, au moins au début, les cultures vivrières des apports consentis aux cultures "de rente".

. à l'amélioration des techniques et pratiques culturales : dates et densités de semis et plantations, contrôle des adventices, travail du sol (un progrès significatif est probablement à attendre d'une amélioration systématique de l'outillage manuel utilisé, en attendant une mécanisation que l'on évoquera plus loin), récolte, conservation, etc ...

A noter qu'un doublement des rendements de ces cultures vivrières permettrait, compte tenu d'un marché malgré tout limité, une certaine libération de surfaces utilisables à d'autres fins.

Une action régionalisée de la recherche est donc à développer rapidement en faveur de ces cultures, au travers d'un réseau expérimental qui peut être assez léger (points d'appui d'expérimentation et de pré vulgarisation) et principalement implanté en versant Est :

collections : comportements, essais, tests variétaux essais et tests de fumures, techniques - essais de successions et associations culturales.

On soulignera qu'une telle action, si elle est significative (et elle peut l'être sans grands difficultés), peut permettre un "rattrapage" rapide de l'agriculture de type mélanésien, au travers de productions bien connues, encore très appréciées, et susceptibles, après satisfaction des besoins des producteurs, d'un accès organisé au marché.

.../...

Elle doit intéresser : ignames (pour la vente), taros, patate, manioc, dont la "souplesse" d'adaptation écologique et agronomique et d'utilisation (aliment du bétail en particulier) peut le rendre très précieux pour le développement d'une agriculture intégrant véritablement culture et élevage.

11.3.1.3. Fruits :

Poursuite de l'action Recherche-Développement entreprise actuellement. Mise en place de plus nombreux relais sur la Côte Est.

11.3.1.4. Légumes :

Du fait de la valorisation souvent élevée (si les filières sont saines et bien organisées) de la productivité à l'unité de surface ou de travail qu'elles assurent, ces spéculations peuvent être génératrices d'une agriculture plus intensive, à forte utilisation d'intrants (engrais, semences, mécanisation, irrigation, ...). De ce fait, elles sont souvent une voie privilégiée pour l'accès à la modernité d'agricultures traditionnelles.

Elles sont à encourager largement en agriculture mélanésienne. L'organisation des filières et circuits d'accès au marché restant cependant prioritaires.

Outre ce problème, les points suivants devraient faire l'objet d'actions Recherche-Développement, ou d'études :

- stockage et conserverie,
- recherches appliquées sur :
 - . les assolements,
 - . les problèmes phyto-sanitaires,
 - . la mécanisation,
 - . l'adaptation variétale.

11.3.1.5. Légumineuses et protéagineux, oléagineux :

Dans la ligne des travaux déjà entrepris, un effort de recherche plus systématique est à faire pour évaluer les intérêts et potentialités régionales de ces différentes cultures avant d'engager le développement dans ces voies.

On y ajoutera au moins deux cultures très intéressantes par leurs qualités agronomiques, nutritionnelles et fourragères : l'arachide et le vigna unguiculata (niébé africain).

11.3.1.6. Café :

A l'occasion du lancement de la 2ème phase de l'opération "café", il conviendrait, afin de pallier certaines lacunes techniques constatées (cf. 1.3.1.2. Ac) de promouvoir une liaison plus permanente entre chercheurs de la station café de PONERIHOUEN et développeurs-formateurs.

Il serait notamment très souhaitable qu'une action de Recherche-Développement soit entreprise prenant pour appui sur la Côte Est les sites de NEPIA et de TIWAKA pour lesquels des projets de développement agricole sont envisagés (cf. tome II de cette étude).

Cette action Recherche-Développement porterait à la fois sur les divers aspects techniques non encore totalement maîtrisés mais aussi sur les conditions socio-économiques d'insertion de cette nouvelle culture dans les systèmes de production actuellement en vigueur.

11.3.2. Production animale :

On se reportera pour un examen plus détaillé de ces questions au tome IV : "Documentation technique : Production animale".

11.3.2.1. Elevage bovin :

Partant de l'expérimentation en cours à PORT LAGUERRE, un processus de développement de systèmes basés sur l'utilisation du manioc et de l'ensilage maïs peut être engagé auprès de quelques éleveurs ou noyaux d'éleveurs sur la Côte Ouest (notamment zone Ouest de basse altitude du projet Kone-Tiwaka).

Pour la Côte Est et dans le but de préciser les conditions possibles de développement de l'embouche bovine et de son insertion comme instrument de développement, dans le système agricole mélanésien, des essais de production pourront être prévus également sur la station de la NEPIA.

Pour la production laitière un grand nombre de références internationales existent sur la conception, l'organisation et le fonctionnement d'unités laitières. Il n'est donc pas utile de développer un programme spécifique d'expérimentation en ce domaine.

Par contre, une expérimentation sur la production et la conservation de fourrages à finalités multiples est à encourager de façon prioritaire.

11.3.2.2. Elevage porcin :

Diverses études seraient à entreprendre concernant :

- la structure amont et le fonctionnement aval de la filière porcine que la mission n'a pas eu la possibilité d'analyser de façon suffisamment précise,
- les conditions de développement des ressources alimentaires primaires nécessaires à la croissance des différentes filières animales,
- les conditions technologiques et économiques de création ou de développement d'une industrie ou d'un artisanat de charcuterie-salaison,
- les modalités de constitution d'un petit complexe coopératif de production porcine de type fermier.

11.3.2.3. : Elevage ovin :

Dans la perspective du lancement sur la Côte Ouest de cet élevage actuellement inexistant, il est utile d'effectuer une analyse objective des obstacles à cette production : herbes à piquants agressant la peau et provoquant des plaies, dégâts causés par les chiens errants.

En vue de l'introduction de l'élevage laitier caprin sur la Côte Est, un thème d'expérimentation serait lancé sur la station de NEPIA avec un cheptel de 40 chèvres comportant deux variantes génétiques : un modèle de petit atelier d'une dizaine de chèvres serait testé parallèlement à la formule d'une ou deux chèvres au piquet par famille aux fins d'auto-consommation. Seraient également entrepris l'étude et la mise au point de technologies simples pour la fabrication de fromages de chèvre.

11.3.2.4. : Aquaculture :

Etude des possibilités de développement en milieu tribal de petites unités individuelles aquacoles à partir de retenues colli-naires ou de rivières.

1.4. Préalables à la définition de régions de développement :

11.4.1. Zonage agro-écologique et socio-économique :

Le territoire de la Nouvelle-Calédonie (Grande Terre et Iles) présente une considérable diversité de situations agricoles dues au "croisement" ou à la combinaison de plusieurs facteurs : climats, sols, altitudes, ethnies, cultures, processus historiques etc ...

Prétendre "développer" le territoire sans prendre en compte, donc au moins connaître et comprendre cette diversité, serait utopique et reviendrait à proposer les mêmes technologies et schémas, ... à tous et partout, en niant les spécificités avec leurs forces et faiblesses, ainsi que leurs atouts et contraintes.

Une condition indispensable à la réussite du développement, et plus précisément du développement agricole est donc la régionalisation de ses objectifs, de ses actions, de ses "modèles", et un préalable urgent à réaliser est l'identification de régions à équi-problématique de développement.

Un tel "zonage" ne vise évidemment pas à uniformiser, limiter, contrôler les perspectives et initiatives, mais au contraire à mieux :

- approcher les potentialités, notamment en surfaces et niveaux de production,
- hiérarchiser les enjeux et les objectifs de développement et de recherche à moyen terme,
- évaluer les risques et contraintes liés à chaque région ou situation agricole et à chaque production envisagée,
- élaborer les référentiels techniques les plus propres à pallier ces risques et contraintes, notamment en permettant des relais expérimentaux particulièrement représentatifs,
- donc favoriser le meilleur développement pour le plus grand nombre.

.../...

Un zonage pertinent doit prendre en compte les différentes caractéristiques :

- physiques et écologiques (climat, morphologie, végétation, ...),
- agronomiques et techniques (systèmes de production ...),
- économiques (occupation des terres, enclavement ...),
- sociales et culturelles (démographie, ethnies, statuts foncier ...).

Il peut être assez rapidement réalisé, à partir de la connaissance et de la documentation disponibles, par une équipe mobilisée à cet effet, appuyée par quelques spécialistes extérieurs (par exemple, pour une étude bioclimatologique fréquentielle régionalisée).

Les "produits" d'un tel zonage se situeraient à trois niveaux principaux d'organisation :

Le Territoire : Echelle 1/1.000.000ème

Identification et caractérisation de régions ou situations agricoles à équi-problématique de développement, par "empilement" des approches écologiques, économiques, agronomiques, sociologiques ...

La couverture aérienne complète du territoire, disponible, le recours éventuel à la télédétection, l'exploitation des connaissances existantes, seraient les outils privilégiés.

La Région : Echelle 1/25.000 à 1/50.000 ème

approche des potentialités régionales

- Occupation actuelle des terres,
- Evaluation des surfaces disponibles pour la culture, l'élevage ...

Ce thème apparaît fondamental, car les données restent très approximatives et il est très difficile d'avoir une idée précise de la réelle "contrainte terre".

Avec ses 210.000 ha cultivables (30.000 ha de terres alluviales et 180.000 ha à aptitudes culturelles moyennes ou satisfaisantes : cf. ORSTOM) et ses quelque 5.500 "ménages" exploitants toutes techniques, la Nouvelle-Calédonie ne devrait pas subir de réelle contrainte.

Or, cette contrainte existe dans certaines régions, ou situations, ... et il convient d'approcher ce problème aux niveaux régionaux et de lui trouver des solutions spécifiques : redistribution foncière, utilisation de terres inexploitées, etc ...

- Evaluation des risques climatiques, bilans hydriques fréquentiels, probabilités de réussite des principales cultures, pilotage des irrigations contre-aléatoires, etc ...

.../...

La micro-région, la contrée, le paysage : Echelle 1/10.000ème

- choix des implantations représentatives pour l'approche expérimentale des référentiels techniques,
- repérage de situations-types pour une analyse diagnostic des systèmes de production et systèmes agraires existants,
- puis pour des opérations Recherche-Développement significatives.

En fait, un tel zonage peut être réalisé en des délais relativement courts (6 mois environ) avec une équipe permanente locale, composée d'un meneur de jeu (agronome, géographe, économiste) et d'un groupe de travail interdisciplinaire d'une douzaine de spécialistes, et l'apport de deux ou trois missions d'appui.

11.4.2. Etudes complémentaires :

- A - Quelle région sera choisie ? région administrative ? région géographique ? région économique ?
Les limites de chacune d'entre elles chevauchent. Pour des raisons de commodité le choix de certaines d'entre elles sera préféré à d'autres.
S'il s'agit de région économique, se confondra-t-elle à la "région à équi-problématique de développement" ? ou sera-t-elle le regroupement de deux ou plusieurs zones homogènes complémentaires ?
- Ces choix devront être effectués en pesant les avantages et inconvénients de chaque formule proposée.
- B - Certaines des régions ainsi définies seront en position moins favorable que d'autres sur le plan du développement (enclavement, distance des débouchés, médiocrité des sols ou conditions géographiques limitant ou rendant difficile leur mise en valeur, freins socio-culturels ou socio-économiques à une croissance rapide des productions, ...). Pour éviter leur "étouffement" dès le départ par des régions plus favorisées, et leur donner leur chance dans le cadre d'un développement harmonisé des mesures devront être prises. De quelle nature devront-elles être pour ne pas freiner le développement général du Territoire ? Ces différentes questions devront être posées et aboutir à des décisions.
- C - En complément du zonage et pour chaque région, il conviendra d'étudier, d'amont en aval, les différentes filières de production, et leur imbrication éventuelle : peut-on par exemple favoriser la mise en place dans une région d'une production laitière bovine sans avoir préalablement ou parallèlement défini les conditions et suscité la mise en place d'une production céréalière destinée à la fabrication d'aliments du bétail ?

L'étude de ces filières à l'échelon territorial et régional permettra de déterminer en amont et en aval les besoins à satisfaire :

- amont : production et fourniture des semences, d'animaux, d'intrants de diverse nature (produits insecticides, engrais, aliments du bétail) ; équipements et services (entretien, réparations).

- aval : seront posées à ce niveau les questions ayant trait à la transformation et/ou à la commercialisation des produits.

D - En matière de fournitures ou transformation des produits une double alternative sera envisagée :

- réalisation régionale ou "importations", d'une région complémentaire dans le cadre d'échanges réciproques (comparaison coûts/avantages des deux formules),
- initiative privée individuelle ou création d'organisations et structures professionnelles.

Pour cette deuxième alternative, il est vivement recommandé d'entreprendre une étude approfondie des conditions actuelles de fonctionnement des coopératives et groupements existants, faisant apparaître les divers dysfonctionnements, en analysant sérieusement les causes, et proposant les solutions.

Les jugements actuellement portés sur ces structures sont en effet trop subjectifs, sommaires, et entachés de partialité tant au niveau de leurs détracteurs que de leurs défenseurs.

E - Au-delà de l'implantation éventuelle de petites unités agro-industrielles ainsi que d'unités artisanales de services débordant le cadre du développement agricole, pour se situer dans celui plus vaste du développement rural, d'autres possibilités peuvent s'ouvrir à ce dernier. Elles permettront parfois de combler certaines différences régionales de potentialités agricoles. Il en sera ainsi pour le tourisme, les régions les plus pauvres possédant souvent les sites les plus propices au développement de telles activités complémentaires de celles que suscite la production agricole.

11.4.3. Développement régional et aménagement :

Le développement ne peut se concevoir sans réalisation d'aménagements :

- infrastructures (routes, marchés, écoles),
 - aménagements de terres (bassins versants, périmètres, parcelles),
- et sans dotation en équipements collectifs ou individuels.

Deux remarques seront formulées à ce propos :

La première part du constat que la politique d'aménagement n'est que l'une des composantes d'une politique de développement. Or, la difficulté souvent rencontrée de définir de façon précise cette dernière et d'organiser sa mise en oeuvre conduit très souvent à inverser les priorités.

Cette inversion peut parfois se justifier, la création d'infrastructures nouvelles étant en mesure de stimuler les échanges et les initiatives. Trop souvent, toutefois, notamment dans des régions à faible développement économique, elle conduit à des gaspillages et écrase sous des charges financières insupportables les communautés locales concernées.

La deuxième remarque est relative aux modalités de financement du développement rural. Les aménagements et équipements collectifs sont du ressort du Territoire ou des communes. Par contre, les équipements semi-collectifs et individuels, ainsi que les aménagements fonciers relèvent des intéressés.

Dès lors qu'une politique de développement régional aurait été définie et entrerait en application, il conviendrait qu'une réelle politique de financement de l'agriculture soit fixée et que les institutions chargées d'assurer ces financements aient les moyens de répondre de façon cohérente et organisée aux sollicitations qui leur seraient faites (création d'agences régionales, réseau d'agents du Crédit Agricole ...).

11.5. Expérimentation et diffusion de nouveaux systèmes de production :

Les contraintes et tensions s'exerçant actuellement, mais également les premiers résultats de la recherche, rendent nécessaire et possible une remise en cause fondamentale des systèmes de production. Cette remise en cause sera progressive, adaptée, voire prudente : elle devra toujours être négociée avec les producteurs et dans le cas mélanésien, avec leurs communautés.

11.5.1. Agriculture de "type européen" :

Les phases simultanées d'une telle intensification peuvent être ainsi schématisées :

- a - Analyse-diagnostic de quelques systèmes de production actuels, donc de quelques exploitations, considérées comme typiques et constituant un échantillon aussi ouvert que possible de structures et organisations existantes.

Cette analyse vise à connaître et comprendre les mécanismes d'élaboration des rendements, de la production, et, plus généralement, le fonctionnement des systèmes actuellement adoptés, leurs contraintes, freins, difficultés, blocages, mais aussi leurs atouts, en fait, à identifier et hiérarchiser les problèmes restant à résoudre.

Il est souhaitable que quelques européens acceptent ainsi de soumettre leur exploitation à un tel diagnostic et ceci dans des situations écologiques et économiques aussi variées que possible.

- b - En relation ou à partir du diagnostic, élaboration en stations et dans les exploitations de techniques, itinéraires et systèmes de culture, basés en particulier sur les points suivants :

- utilisation d'un matériel végétal à haute productivité, mais confirmé dans son adaptation aux conditions des différentes régions du territoire et, aussi vite que possible, produit, multiplié ou, même garanti par un service semencier territorial (ceci vaut pour le maïs, le blé, le sorgho, le tournesol, le soja, les cultures fourragères).

.../...

- mise au point de techniques, itinéraires techniques et systèmes de cultures faisant large place à la double culture annuelle : l'équipement motorisé existant ou envisagé semble, en effet, justifier une telle intensification, sans que les techniques de préparation des terres et d'entretien des cultures soient, pour autant, toujours connues ou disponibles.

Une telle option "double culture" peut amener à une révision complète des calendriers culturels, techniques et matériels végétaux actuellement utilisés.

- développement de l'irrigation de complément, anti-aléatoire, basé sur une analyse fréquentielle "bilan hydrique" multilocal, permettant de caractériser pour chaque culture et écologie principales, les risques actuels, les paramètres et espérances économiques d'une telle pratique qui, sur la côte ouest, doit être systématiquement encouragé (ainsi, bien entendu, que la politique d'hydraulique rurale afférente : retenues, lacs collinaires, matériel et techniques d'irrigation "ad hoc" ...).
- réalisation des techniques et dispositifs d'aménagement du paysage, des terres adéquates : une certaine pauvreté technologique semble, en effet, caractériser les actions de défrichement et mise en valeur de nouvelles terres, de pentes, et versants : les techniques d'aménagement en courbes de niveau, de lutte contre le ruissellement et l'érosion, d'établissement de systèmes agro-forestiers (brise-vent, ombrages pour les pâturages, ...) semblent en effet particulièrement méconnues. Une éducation des exploitants reste à faire dans tous ces domaines, ainsi sans doute que dans la maîtrise du brûlis, destructeur de matière organique.

- c - Diffusion de ces nouvelles technologies auprès des exploitations sous forme de "conseil de gestion" (types CETA, conseillers agricoles de métropole), c'est-à-dire propositions techniques adaptées aux projets des exploitants et structures de leurs exploitations.

11.5.2. Agriculture de type mélanésien :

Le bilan technique effectué précédemment, par produits, permet de n'être pas trop pessimiste sur les bases possibles d'un essor de ce type d'agriculture.

S'agissant des termes techniques de cette amélioration ou remise en cause des systèmes de production et agraires, on devra s'orienter vers :

- une fixation progressive des cultures concomitantes à une fixation partielle de l'élevage, la synergie des deux actions permettant :
 - . des transferts de fertilité et une fumure des terres cultivées,
 - . une réduction corrélative des temps et surface en jachère,
 - . Une diminution consécutive des surfaces consacrées aux vivriers de coutume et consommation (par accroissement des rendements), qui jointe aux aménagements et redistributions fonciers doivent permettre une libération de surfaces pour de nouvelles cultures (céréales, café, fruits, ...).

- une mise en valeur systématique de terres sous ou non exploitées : terres alluviales, inondables, par aménagements, drainages, cultures supportant la submersion (riz, par exemple) ; redistributions foncières (ceci suppose d'ailleurs un meilleur inventaire des ressources en terres cultivables).
- un transfert progressif des terres de cultures des pentes vers des pénéplaines, terrasses, vallées, avec accroissement des surfaces disponibles par actif.
- un accroissement rapide du niveau technique des ruraux mélanésiens et plus particulièrement, une transformation des équipements :
 - . La mécanisation dans ses différentes formes : de l'outillage sophistiqué à la petite motorisation conventionnelle, en passant par la motorisation "intermédiaire" (motoculteur, mini-tracteur). Ceci permettra de diminuer la pénibilité du travail et d'accroître les surfaces cultivées par actif (les surfaces actuelles, souvent très inférieures à 1 ha par actif pourraient être ainsi rapidement quintuplées).
 - . les petites constructions rurales : étables ou stabulations, poulaillers, porcheries ..., clôtures, petits étangs d'aquaculture, pour développer l'intégration agriculture-élevage, au plus près de la ferme.

Cette énumération, même volontairement non exhaustive, souligne la transformation fondamentale proposée pour les systèmes agraires existants, remettant ainsi en cause le mode de gestion et même les limites de l'espace rural utilisé pour l'agriculture et l'élevage.

11.6. Expérimentation de nouvelles méthodes de développement :

11.6.1. Une nouvelle approche du développement basée sur l'exploitation agricole :

Jusqu'alors une approche productiviste et sectorielle à prévalu pour la conduite d'actions en faveur du monde rural.

Ces actions étaient assorties d'un argumentaire de vulgarisation très normatif (surfaces et thèmes identiques ...) et d'un appui technique, logistique et financier très rigide et sans nuance.

Une telle orientation a :

- méconnu l'unité de base de la production : l'exploitation agricole (1) Méconnaissance de ses structures, logiques et dynamismes, ainsi que de son fonctionnement et des enjeux et projets des exploitants.

.../...

(1) C'est à dessein qu'est utilisé ici le terme d'exploitations agricoles, même pour les cellules productives mélanésiennes, qui ont, comme toute "entreprise" humaine des objectifs, des projets, des centres de décision, des limites, des moyens (productions et facteurs de productions) Cf. à ce sujet les très intéressants travaux de J.M. KOHLER et P. PILLON, ORSTOM, et de leurs prédécesseurs.

- marqué un désintérêt total pour les organisations et dynamiques communautaires, leur rôle souvent essentiel dans la prise en compte de nouveaux schémas de développement, notamment pour l'organisation professionnelle, la formation ou la pédagogie paysanne.

De la sorte ont été laissés :

- à l'exploitant, la tâche délicate de combiner, à son échelle, des ressources et moyens dont il dispose plus ou moins, des innovations qu'il connaît mal et maîtrise rarement, pour atteindre des objectifs familiers pour certains de ceux-ci (autosuffisance alimentaire, coutume ...) plus aventureux pour d'autres (accès au marché).

C'est l'expression de cette combinaison très difficile recherchée par l'exploitant, dans une quête constante de l'optimisation de ses moyens pour atteindre ses objectifs, à l'échelle de son exploitation, qui constitue le système de production.

- à la communauté rurale (hameau, village, tribu, clan, ...) le soin d'une révision, qui peut être fondamentale (d'autant plus que l'innovation introduite sera plus déstabilisante : nouvelles cultures, mécanisation, réforme foncière ...), des bases et modalités de la gestion de l'espace dont elle dispose, ou peut disposer, c'est-à-dire de son système agraire.

La transformation progressive du système traditionnel de production mélanésien ébauchée dans ses grandes lignes, au chapitre précédent, ne peut se suffire d'une approche purement technique telle qu'elle peut être envisagée pour une agriculture plus individualiste et monétarisée.

La démarche préconisée (1) s'inspire de celle actuellement utilisée en divers continents (Afrique, Amérique latine, Sud-Est Asiatique ...) pour des types d'agriculture paysanne. Elle possède les caractéristiques suivantes :

- elle s'adresse à une communauté rurale (par exemple une tribu), considérée comme une entité humaine authentique et significative :
 - . dans son environnement socio-économique (par exemple la commune),
 - . avec ses composantes diversifiées que sont les unités de production élémentaires (exploitations, cellules familiales ...).

L'objectif est d'élaborer avec cette communauté un véritable plan de développement (ou de mise en valeur), prenant en compte ses ressources, projets moyens, et cohérent avec les objectifs, données et contraintes de l'environnement (région, territoire, ...).

L'hypothèse est qu'une telle démarche, réussie avec une communauté, peut être étendue à d'autres, non pas tellement dans ses résultats techniques, mais dans sa méthodologie d'approche des problèmes fondamentaux du développement rural.

- les phases de la démarche rappellent celles évoquées à propos de l'agriculture de type européen, mais doivent s'adapter à la complexité du milieu, tant écologique, que socio-économique, concerné.

(1) cf. notamment travaux sur ces questions de R. TOURTE, R. BILLAZ, J. LEFORT.

- . analyse-diagnostic des systèmes existants permettant :
 - leur connaissance, leur compréhension, leur typologie et l'identification des contraintes, facteurs limitants et atouts.
 - le choix d'exploitations significatives sur lesquelles une analyse plus approfondie permettra de mieux pénétrer leurs structures, les mécanismes de leur organisation, fonctionnement, et de leur prise de décision à différents niveaux éventuels.
 - une première proposition de thèmes d'amélioration disponibles (tests paysans) auprès de ces exploitations.
- . élaboration d'un référentiel technique adapté, en milieu maîtrisé, sur des structures d'expérimentation (stations, points d'appui, antennes ...) représentatives de l'écologie concernée.
 - mobilisant l'information et l'expérience disponibles.
 - réalisant des études et expérimentations, dont les objets et dispositifs découlent directement de la problématique du milieu réel environnant.
- . appropriation par la communauté concernée et la région qu'elle peut représenter, de nouvelles technologies, ainsi mobilisées ou élaborées, par :
 - négociation des messages techniques avec chaque type d'exploitants sous forme de conseil de gestion,
 - formation des paysans, mais aussi des agents de l'encadrement à cette stratégie ou dialectique,
 - promotion des organisations et groupements professionnels dont la nécessité peut ainsi apparaître au sein de la communauté (affinités, mise en commun d'un moyen technique, d'une production ...),
 - suivi-évaluation des dynamiques ou "trajectoires" comparées des exploitations,
 - mise sur pied d'une pédagogie consécutive de la vulgarisation à l'usage des agents de développement,
 - développement des activités secondaires en milieu rural, en particulier celles nécessaires à l'appui au secteur agricole : approvisionnement en intrants (engrais, pesticides, équipements ...) : maintenance des équipements : artisanat rural (marchands, réparateurs, mécaniciens ...), stockage, petite transformation, commercialisation ...

Pratiquement, une telle démarche qui s'adresse à un espace géographique et socio-économique défini, qui a ses objectifs propres, qui réclame une synergie des différents acteurs du développement (producteurs, chercheurs, développeurs), et ses moyens propres (donc une certaine autonomie), s'apparente à un projet et met en oeuvre un véritable développement expérimental

Très concrètement, une unité de développement (U.D.E.) transposée dans le secteur Népia (cf. tome II : centre d'appui au développement de la Népia), pourrait voir :

- sa phase 1. se dérouler avec la tribu de Néouta qui serait ainsi la communauté de référence,
- sa phase 2. se situer sur la future station de la Népia,
- sa phase 3. se développer avec la tribu Néouta et, par extension, avec la commune de PONERIHOUEN.

Un projet de même type, s'il se déroulait sur l'axe Kone-Tiwaka, devrait concerner au départ deux ou trois tribus échelonnées sur l'axe, par exemple :

- l'une tournée vers le versant Ouest et ayant des liaisons avec l'économie de cette côte Ouest,
- l'autre en chaîne centrale,
- la troisième en position littorale Est.

De telles unités de développement expérimental (U.D.E.) seraient à implanter progressivement dans les principales zones du territoire identifiées par le zonage proposé par ailleurs.

11.6.2. Participation des collectivités rurales au développement régional :

Aborder le développement par l'exploitation agricole est chose essentielle. C'est à ce niveau que se situent les principaux problèmes sur lesquels trébuchent les grandes opérations. C'est à ce niveau aussi que s'élaborent des solutions concrètes et que se nouent des échanges entre agents de développement et exploitants, gages d'une meilleure compréhension mutuelle et amorces d'une participation plus active des ruraux, à des décisions et des réalisations ayant une portée plus générale. Mais cette approche à la base des problèmes et de leurs solutions ne peut intervenir seule et doit être complétée dès le départ par l'appréhension plus globale des conditions nécessaires à un développement régional et le rassemblement des moyens susceptibles de les satisfaire.

C'est à ce travail que doivent être associées les collectivités rurales selon des formes progressives qu'il convient d'étudier et d'expérimenter.

La création de comités consultatifs communaux et régionaux de développement est une première initiative en ce sens. Toutefois, il ne suffit pas de créer de tels comités pour que ceux-ci soient en mesure d'emblée, de tenir leur rôle. Un appui permanent doit pouvoir, surtout pendant la phase de démarrage, leur être fourni, dont les modalités pratiques seront à préciser très rapidement.

On suggère à cet égard, que dès maintenant, de telles modalités pratiques soient étudiées concrètement avec les comités de développement des communes de PONERIHOUEN et de POINDIMIE à l'occasion de la mise en oeuvre de la phase préalable au lancement des deux projets "centre d'appui : "au développement de NEPIA" et "développement de l'axe KONE-TIWAKA" (cf. tome II de cette étude).

Allant plus loin, il est proposé que, pour la prise en charge de ces deux projets, soit constituée une structure régionale à vocation de développement et d'aménagement dont la forme juridique serait à préciser et où les collectivités locales et les autorités coutumières joueraient un rôle déterminant.

L'étude constitutive et l'expérimentation d'une telle structure devraient permettre de disposer dans les années à venir, d'éléments suffisants pour étendre éventuellement cette formule à d'autres projets.

11.7. Recherche et mise en oeuvre de nouveaux systèmes de formation agricole :

Quelle que soit la population à laquelle elle s'adresse, la formation agricole doit se nourrir d'observations puisées dans son environnement et sollicitant l'effort des étudiants ou stagiaires qui en bénéficient, les aider à acquérir des méthodes d'approche et de résolution des problèmes. Sa démarche s'apparente à celle de la recherche dont elle utilise les instruments d'analyse.

Dans cette optique une liaison étroite Formation-Recherche paraît indispensable : son efficacité a fait ses preuves en maintes occasions non seulement pour l'enseignement supérieur mais à tous les niveaux de formation en vue du développement rural.

Ce principe général posé, les applications en seront diversifiées selon la nature de la formation à délivrer, la population "cible", et les moyens susceptibles d'être mis en oeuvre.

11.7.1. Formation et perfectionnement des cadres du développement rural :

11.7.1.1. Formation initiale :

Les besoins de la recherche agronomique et du développement rural en matière de formation sont importants, et ce à différents niveaux : cadres supérieurs et moyens, conseillers agricoles, vulgarisateurs.

En particulier, le potentiel humain calédonien doit être beaucoup plus valorisé et sa formation systématiquement et rapidement planifiée, notamment pour les niveaux supérieurs.

Devant un tel besoin, on ne peut que constater des lacunes locales en matière d'enseignement technique et supérieur agricole.

Il semble souhaitable notamment que BTS en agriculture et troisième cycle d'enseignement supérieur (1) soient rapidement organisés, d'autant plus que la qualité et la nature souhaitées ici pour la recherche calédonienne peuvent être un gage d'un enseignement d'égale qualité.

La présence en Nouvelle Calédonie d'un effectif important de chercheurs (même si leurs activités débordent largement le Territoire), peut d'ailleurs incontestablement faciliter la mise sur pied de tels enseignements.

De ce fait, le territoire pourrait être plus systématiquement terre d'accueil pour des étudiants 3ème cycles d'Ecole et Universités métropolitaines.

Ces étudiants (métropolitains ou calédoniens) seraient en outre de précieux auxiliaires et un renfort pour les chercheurs et les développeurs.

11.7.1.2. Perfectionnement :

L'importance des effectifs de cadres et agents agricoles en service en Nouvelle-Calédonie ainsi que la nature des propositions formulées dans ce rapport rendent nécessaire l'organisation d'un système de perfectionnement permanent.

Ce perfectionnement porterait notamment, selon les besoins de chaque groupe d'agents concernés, sur les points suivants :

- approfondissement méthodologique :
 - . démarche recherche-développement,
 - . analyse des systèmes agraires et de production,
 - . approche nouvelle de développement plus compréhensive des caractéristiques économiques et sociales des systèmes que l'on se propose d'aider à évoluer.
- approfondissement des connaissances économiques et techniques dans les différents domaines de la production agricole précédemment cités.

.../...

(1) S'il apparaît relativement facile et très souhaitable d'organiser très vite sur place des 3ème cycles d'enseignement supérieur agricole en utilisant le potentiel scientifique et technique existant il apparaît par contre plus malaisé et moins urgent d'envisager en Nouvelle Calédonie la création des 2ème cycles d'enseignement supérieur. Ceux-ci nécessiteraient la mise en place d'une infrastructure et l'affectation d'enseignants supplémentaires, sans rapport avec les effectifs malgré tout limités d'étudiants susceptibles de suivre cette filière (5-7/an en moyenne).

Cette création pourrait toutefois être envisagée si le personnel en place s'avérant suffisant pour assurer sans renfort extérieur les différents enseignements, des programmes et méthodes de formation originaux, faisant une part importante à la recherche développement et aux activités de terrains, étaient conçus et reconnus ... Dans ce cas, ce pourrait être l'amorce d'une Université Francophone du Pacifique.

Les points d'accueil de ces perfectionnements pourraient être :

- le CREA de BOURAIL,
- la station de PORT LAGUERRE,
- le centre d'appui au développement de NEPIA

ou tout autre point jugé favorable pour traiter du thème choisi (une commune ; un exploitant ; une tribu, une maison familiale rurale).

Diverses formules de regroupement sont envisageables :

- sessions classiques de perfectionnement de quelques jours,
- séminaires et rencontres réunissant chercheurs, développeurs et professionnels,
- journées "portes ouvertes".

11.7.1.3. Formation et perfectionnement à l'extérieur :

La formation et le perfectionnement sur place des responsables et cadres issus du Territoire sont donc à organiser pour permettre une prise en charge, aussi large que possible, d'un développement authentique par les Calédoniens eux-mêmes.

Il convient cependant de veiller à ce que cette formation initiale ou complémentaire, si elle doit favoriser ainsi l'affirmation d'une identité territoriale et culturelle, ne se traduise pas par un isolement ou un territorialisme excessifs.

Les problèmes calédoniens sont spécifiques, ainsi souvent que les solutions techniques qui peuvent leur être apportées, mais les méthodologies et démarches pour les traiter sont (comme la science) universelles.

Il convient donc que les élites calédoniennes s'ouvrent largement vers l'extérieur, et on pensera plus systématiquement :

- aux troisièmes (et déjà deuxièmes) cycles en Métropole (ou ailleurs),
- aux formations complémentaires, perfectionnements, à des séjours, sabbatiques en Métropole (ou ailleurs).

Plusieurs établissements d'enseignement supérieur agricole métropolitains, plusieurs Universités, le "complexe" régions chaudes de Montpellier sont, en particulier, capables d'accueillir des étudiants, stagiaires, chercheurs, développeurs pour des cycles de longueur très diverse, dans la plupart des "spécialités" de l'agronomie (en particulier dans les domaines des systèmes agraires et de la Recherche-Développement).

11.7.2. Formation des professionnels : exploitants, responsables de groupements de producteurs :

11.7.2.1: Un schéma général :

Le groupe des professionnels de l'agriculture n'est pas homogène. Une analyse plus fine ferait apparaître un grand nombre de situations différentes face à une demande de formation et à la façon la plus adéquate d'y répondre.

.../...

Pour un certain nombre d'exploitants qualifiés techniquement et rodés aux problèmes de gestion d'une entreprise, la formation complémentaire désirée relève plus de la bonne information délivrée de façon concise et en temps utile.

Pour un plus grand nombre cette information initiale, concise, nécessite une explication complémentaire plus étendue et dans certains domaines une véritable formation étagée sur un laps de temps plus important.

Pour la majorité des exploitants et paysans l'information n'est qu'une première étape de sensibilisation à un problème. Elle doit être suivie de tout un processus éducatif entrepris "in situ" avec la participation active des intéressés eux-mêmes, et basé sur l'observation, l'expérimentation, la démonstration.

a - l'information technique ou économique concise en réponse à une question ponctuelle précise, relève du coup de téléphone, de l'émission radio flash, ou de la note circulaire rapidement transmise par les services de l'agriculture à ceux qui en ont formulé la demande. Elle n'est évoquée ici que pour mémoire, en sachant toutefois qu'elle trouve déjà un champ potentiel d'application relativement vaste (indication des dates de semis préconisées en fonction des conditions climatiques ; systèmes d'avertissement pour le lancement des campagnes de traitement insecticide et anticryptogamique ; prévention d'épizooties ...) qui s'étendra au fur et à mesure que progressera le développement.

b - l'information sensibilisation peut jouer un rôle majeur dans le lancement ou l'extension d'un programme nouveau de développement. Trop d'opérations ont échoué parce qu'elles n'ont pas été précédées d'une phase d'information ou que celle-ci a été insuffisante ou tronquée.

Elle n'est pas simple à préparer, surtout lorsqu'elle emprunte des moyens de communication de masse (radio, télévision), et nécessite une sérieuse réflexion préalable sur les caractéristiques du public visé, le contenu précis de l'information à délivrer, l'intensité et le mode de sa diffusion, le choix du langage à utiliser - Ayant pour but de susciter une réflexion, une discussion et des questions, de la part de la population concernée, elle doit être en mesure de récupérer les interrogations et préoccupations qu'elle suscite et d'y répondre en intégrant les remarques et observations pertinentes ayant pu être formulées.

Ce va et vient qui peut aboutir à une décision négative ou positive du groupe concerné face à la proposition qui lui a été faite est, quoiqu'il en soit intéressante pour les deux interlocuteurs. Il est en lui-même un premier processus éducatif.

La réaction négative d'un groupe à une information demande un réexamen approfondi des propositions formulées en vue de leur ajustement. Elle repousse à plus tard une action à entreprendre mais fournit les éléments propres à mieux cerner une situation et à élaborer ultérieurement des propositions plus convaincantes pour ce groupe.

De la même façon une réaction positive n'est pas un blanc-seing délivré au "développeur" : tout un cheminement est ensuite à poursuivre qui comprend une série d'étapes où se mêlent action et formation "in situ".

.../...

c - le type de formation à assurer et les modalités de sa mise en oeuvre sont fonction de la nature de l'innovation proposée et des caractéristiques de la population paysanne à laquelle elle s'adresse.

Quelques exemples :

- l'innovation proposée s'intègre à un système de production existant sans y apporter des modifications fondamentales.

Il en sera ainsi en système de production élevage extensif type européen des améliorations tendant à un "alourdissement" des animaux mis en vente sur le marché de la viande : amélioration des pâturages, multiplication des points d'eau pour l'abreuvement du bétail, apport d'aliments concentrés achetés à l'extérieur.

Dans le système de type mélanésien traditionnel l'innovation portera sur l'amélioration du système habituel de jardinage exercé (outils plus performants, introduction de nouvelles variétés, meilleurs soins culturels ...).

La réponse formation à ce type de changement est celle que peut apporter le conseiller ou le vulgarisateur agricole, lorsqu'il rencontre les groupes d'agriculteurs concernés. Elle peut utilement être complétée par des journées de démonstration, des visites dans des centres d'essais, un appui technique à la mise en place des innovations, l'apport d'une documentation spécialisée, l'apport de semences ou plants de nouvelles variétés, la mise en place d'une expérimentation chez l'exploitant lui-même.

- l'innovation proposée ajoute de nouvelles composantes au système de production existant sans changer la nature de celui-ci.

En système d'élevage extensif type européen il sera ainsi proposé aux éleveurs d'ajouter une composante production de céréales et de racines-tubercules afin de pourvoir eux-mêmes aux compléments d'alimentation du bétail que nécessite une augmentation de poids des animaux.

En système de type mélanésien l'innovation portera par exemple sur une intensification des cultures traditionnelles par association simple agriculture-élevage et apport de fumier.

A un moment donné le changement de système de production s'amorcera avec passage d'une agriculture jardinée itinérante à une agriculture jardinée en continu sur les mêmes sols.

La réponse formation sera plus élaborée et complète que dans le premier cas. Les préalables seront les mêmes que précédemment, plusieurs journées devront en plus être consacrées à l'apprentissage de nouveaux savoir-faire ainsi qu'à des explications et discussions techniques et/ou économiques avec des spécialistes (chercheurs, formateurs, conseillers agricoles). Un appui technique plus intensif sera apporté aux agriculteurs pendant toute la phase de lancement de l'innovation.

.../...

- l'innovation proposée conduit à un changement de système de production.

En élevage de type européen ce peut être le passage de l'élevage semi-intensif bovin viande exclusif à l'élevage mixte lait-viande dans un cadre de production intensif avec mise en place d'une nouvelle organisation professionnelle pour le ramassage et la commercialisation du lait.

En agriculture mélanésienne c'est la transformation des systèmes de production et des systèmes agraires conduisant à d'autres modes de cultures, l'introduction de nouvelles productions, une nouvelle répartition de l'espace. L'opération "café-soleil" préfigurerait ce type de transformations fondamentales : elle n'a malheureusement pas été accompagnée d'une procédure conséquente d'informations et de formation des attributaires de parcelles et ceci explique pour partie ses déboires.

Or, la multiplication des opérations de réforme foncière et d'attributions aux tribus, clans, individus mélanésiens de nouvelles superficies cultivables rend de plus en plus nécessaire que soient envisagées, étudiées et mises en oeuvre avec l'accord et la participation des intéressés, des transformations très importantes des systèmes de production actuellement en usage.

L'impréparation des hommes à de tels changements risque d'aboutir à différentes formes d'anarchie agraire conduisant à une dégradation de plus en plus poussée du paysage agricole des Iles ou à la reproduction maladroite d'un "modèle" (l'élevage extensif européen) périmé et inadapté à de nombreuses situations régionales (Côte Est notamment).

Il est donc temps de bien appréhender cette situation et sans prétendre trouver les solutions "miracles" à tous les problèmes posés, consacrer la réflexion et les moyens humains et matériels nécessaires à la mise en place d'un système socio-éducatif cohérent et d'une ampleur suffisante.

11.7.2.2. Principaux groupes "cibles" :

L'action de vulgarisation et d'information doit être en mesure de toucher l'ensemble de la population active agricole le plus souvent au travers des collectivités rurales qui la regroupent.

C'est un objectif qui n'est pas hors d'atteinte : les actifs agricoles sont environ 6.000 (500 à 600 européens - 5.500 Mélanésiens regroupés en quelque 300 tribus).

Soit en moyenne 150 à 250 "actifs" par commune.

S'il est bien programmé et s'inspire des méthodes d'approche du milieu précédemment définies, l'action de vulgarisation et d'information peut être conduite efficacement par une trentaine d'agents de développement et de conseillers agricoles.

.../...

Par contre, les formations complémentaires délivrées sous forme de sessions ou d'appuis spécifiques devront s'exercer en priorité sur un nombre plus limité de groupes "cibles" - notamment :

- a. les jeunes en attente d'installation, ayant reçu une formation agricole dans un centre ou une maison familiale rurale :
 - . appui en vue de la préparation d'un programme d'utilisation des terres,
 - . formation technique et économique correspondant à leurs besoins immédiats.
- b. les groupes (collectivités ou individus) bénéficiaires chaque année d'attribution de terres de la réforme foncière.

En l'attente de la définition d'une réforme agraire, l'appui formation porterait là encore sur la préparation d'un programme de cultures et l'acquisition "in situ" des connaissances techniques et de gestion directement utiles aux nouveaux attributaires.

- c. les exploitants agricoles ayant adhéré à une innovation.

. Pour le présent, ce sont, en priorité les producteurs qui participent (ou ont participé) à l'opération café. Compte tenu des antécédents de celle-ci (opération sectorielle productiviste - argumentaire normatif - gros moyens - absence de prise en compte du système de production existant), un effort particulier d'appui information-formation est à entreprendre. Il devrait :

- démarrer par une enquête approfondie sur un échantillon volontairement très ouvert d'une trentaine de producteurs ayant participé à l'opération avec des succès et échecs très divers. Il s'agirait en fait, d'analyser et de diagnostiquer sur cet échantillon les raisons de ces réussites ou échecs, en tentant d'établir les relations précises et explicatives entre composants des systèmes de production concernés et résultats obtenus par les producteurs.
- prendre en compte les enseignements fournis par cette enquête pour moduler l'action en fonction des types d'exploitations candidates. Conçue et présentée dans un esprit de "conseil de gestion, l'insertion du caféier dans l'exploitation serait négociée (dans ses surfaces et ses échéances) avec les producteurs, ce qui suppose qu'au préalable soient connus et compris les systèmes de production.

L'idée d'un regroupement parcellaire rendant plus faciles les travaux de mise en culture et d'entretien des plantations devrait ainsi pouvoir être retenue ; sans exclusive toutefois, et en privilégiant l'action dans les villages et tribus où la constitution de groupements de producteurs permettrait une vulgarisation plus efficace.

- poursuivre et compléter l'action informative et explicative entreprise ainsi par une action de formation technique et économique des producteurs.

.../...

. Pour l'avenir ce pourront être, par exemple, en fonction des résultats des recherches-développement à entreprendre, les exploitants intéressés par un programme d'introduction de la riziculture ou par un projet d'élevage laitier (vaches ou chèvres).

- d. les responsables de groupements et coopératives : présidents, membres des conseils d'administration, gérants, comptables ...

Pour les premiers, la formation délivrée devrait les mettre en mesure de comprendre, contrôler, orienter les activités.

Pour les autres, elle serait plus spécialisée et porterait essentiellement sur la gestion.

- e. les membres des comités communaux de développement, mais aussi les maires et membres des conseils communaux afin de leur permettre de participer valablement à la définition et à la mise en oeuvre d'un développement agricole régional (cf.11.3.2.).

Cette activité éducative intensive et adaptée auprès des divers groupes qui viennent d'être recensés sera le fait principal, d'une équipe de formateurs agricoles ayant une solide expérience de terrain et une connaissance précise des différentes situations rurales. Cette équipe devrait être nettement plus importante que celle qui existe actuellement ; elle devrait en outre avoir été intensivement préparée à sa tâche. Travaillant sur les "sites" en contact permanent avec les vulgarisateurs et conseillers agricoles d'une part, les chercheurs d'autre part, elle recevra leurs concours et leur appui constants. Dans l'optique proposée les tâches éducatives et de contact avec le milieu doivent prendre en effet une place très importante dans les activités de ces derniers.

11.8. - Recommandations pour la mise en oeuvre du programme d'actions :

11.8.1. Liaisons Recherche-Développement-Formation :

Les schémas classiques et souvent stérilisants, qui situent Recherche et Production dans des départements différents, ne semblent pas de mise à l'échelle, réduite, de la Nouvelle-Calédonie.

Le recours à des formules souples s'organisant autour des suggestions suivantes devrait être recherché :

- a - participation de la Recherche agronomique aux travaux de Planification et d'Aménagement du Territoire, aux côtés des responsables du développement rural et de la formation agricole.
- b - création d'un Comité permanent de liaison Recherche-Développement-Formation réunissant aussi souvent que nécessaire :
 - les responsables du développement rural et de la formation agricole,
 - les responsables de la recherche,
 - les professionnels et utilisateurs,
 - les financiers et bailleurs de fonds.

Ce comité aurait à :

- faire réaliser le Plan ou les orientations politiques en matière de développement rural,
- apprécier les adéquations des besoins du développement et des prestations de la recherche.

En particulier, faire en sorte que dans tout projet de développement, le volet recherche soit prévu et préservé et l'intervention des organismes et services de recherche contractuellement précisée dans ses objectifs, modalités et moyens,

- apprécier et corriger les difficultés,
- proposer les améliorations,
- évaluer les résultats,
- faire remonter les informations vers les décideurs,
- permettre les remises en cause et réorientations nécessaires.

Ceci ne signifie cependant pas que les programmes de recherche et les projets de développement doivent être constamment menacés par les fluctuations et humeurs du moment.

- la Recherche demande du temps, que la précipitation fait perdre,
- le Développement est aussi affaire de longue haleine car il suppose une reconversion des mentalités, des habitudes, des stratégies, des relations sociales ... et seule cette reconversion est gage d'irréversibilité de l'évolution et de la reproduction des nouveaux "modèles".

- c - osmose et mobilité des personnels entre organismes de recherche et services de vulgarisation ou développement.

En particulier, une affectation beaucoup plus significative et systématique des agents des services ruraux dans les organismes de recherche :

- faciliterait beaucoup une meilleure compréhension, estime, confiance réciproques, et une certaine démythification de la recherche pour les vulgarisateurs.
- permettrait de créer et construire en commun les messages à transmettre aux producteurs, messages dont la relative pauvreté actuelle peut rendre contestable tout renforcement des structures de vulgarisation : le développeur ne devient crédible auprès du producteur que s'il lui apporte déjà des réponses à ses questions.
- faciliterait le contact direct chercheur-paysan.

- d - création commune (et ce peut être un test d'inter ou auto-compatibilité) d'un service semencier territorial, chargé de la constitution, de la multiplication, du maintien et de la gestion d'un stock semencier, adapté aux conditions du Territoire et suffisant pour ses besoins.

Un tel service peut être, entre autres :

- une dissuasion aux introductions sauvages et aux dangers phytosanitaires connexes, qu'aucune quarantaine (pour autant nécessaire) ne saurait totalement éliminer,
- une garantie obligatoire et essentielle de succès rapide de toute opération de diffusion de nouveaux matériels végétaux, jugés adaptés ou performants.

11.8.2. Organisation fonctionnelle et opérationnelle de la recherche agronomique :

11.8.2.1. Organisation fonctionnelle :

Les recommandations formulées en ce domaine portent sur :

- a - la substitution à l'actuelle commission de la Recherche d'une Délégation Territoriale de la Recherche Agronomique (D.T.R.A.). Cette délégation bénéficiant d'un statut juridique suffisamment flexible pour lui permettre des négociations avec des partenaires serait placée sous tutelle des responsables territoriaux de la politique de développement rural.

Elle serait dotée :

- d'un conseil d'orientation, chargé d'apprécier l'adéquation des besoins et objectifs de la planification du développement agricole et des moyens alloués à la recherche agronomique. Ce conseil devrait comprendre des personnalités des milieux politiques (Conseil de Gouvernement entre autres), économiques, professionnels et scientifiques,
- d'un comité de programmation, chargé de définir le contenu des programmes, évaluer les résultats, proposer les priorités (sectorielles, régionales ...), les moyens, les réorientations, les applications (ce comité comprenant des personnalités scientifiques et techniques, professionnelles et des chercheurs).

La D.T.R.A. devrait en outre avoir un rôle permanent d'évaluation, de valorisation et de diffusion des résultats de la recherche agronomique sous des formes diverses :

- moyens de traitements statistiques, biométriques, informatiques ; banques de données,
- publications
 - . scientifiques et techniques : revues scientifiques et cahiers de l'agriculture calédonienne,
 - . de large vulgarisation : bulletins, brochures, dépliants ...
- émissions radio et télédiffusion.

- b - l'ordonnancement contractuel des activités de recherche agronomique autour de quelques grands pôles.

Ce pourrait être notamment les pôles suivants :

- inventaire des ressources naturelles, agro-écologiques et socio-économiques du territoire,

.../...

- promotion des productions,
- approche des facteurs et systèmes de production :
 - . économie de l'eau,
 - . machinisme agricole-mécanisation,
 - . systèmes de production - systèmes agraires - Recherche-Développement.

Pour chaque pôle serait désigné un chef de file et des participants (territoriaux et extérieurs).

11.8.2.2. Organisation opérationnelle autour de programmes et projets :

Il importerait que les responsabilités fonctionnelles, contractuellement réparties suivant le schéma précédent, soient très clairement finalisées par des objectifs de Développement : le montage des programmes et des équipes de recherche serait ainsi effectué autour d'objectifs de recherche "traduits" eux-mêmes d'objectifs de développement.

Ces derniers peuvent être de nature différente, mais situés chaque fois dans un cadre agro-technique et socio-économique donné :

- développement d'une production "motrice" : par exemple le café,
- développement d'une nouvelle production : par exemple le riz pluvial ou la chèvre laitière,
- développement d'un facteur de production technologiquement novateur : la mécanisation, l'irrigation,
- développement de micro-régions considérées comme représentatives de situations agricoles typiques du Territoire : unités de développement expérimental, opérations Recherche-Développement.

C'est sans doute ce dernier type de programme (dont la nature, les objectifs, une nécessaire autonomie, et les limites en font de véritables projets), qui apparaîtra le plus "fédérateur" et le plus dynamisant pour les acteurs du développement (chercheurs, vulgarisateurs, producteurs).

Deux écueils sont à éviter dans de tels "montages" de programmes et projets de Recherche et Recherche-Développement :

- que la qualité scientifique de la recherche (donc sa capacité à expliquer et généraliser) soit dévaluée par un souci forcé de l'application : l'échéance normale du chercheur est le moyen terme, voire le long terme, et le changement technologique fondamental passe rarement par la résolution du problème ponctuel et particulier.

Ceci ne signifie nullement que le chercheur ne doive pas être mis en demeure de livrer ses propositions au fur et à mesure, donc de se préoccuper du court terme,

- que la forme et la machine institutionnelle l'emportant sur le fond et le souci opérationnel et que des structures "ad hoc" soient créées pour gérer la nouveauté.

11.8.3. Organisation du développement et de la formation :

Ces deux points relèvent essentiellement de l'Office de Développement de l'Intérieur et des Iles (ODIL) d'une part, de la Direction du Développement de l'Economie Rurale (DIDER) d'autre part.

11.8.3.1. L'ODIL :

Le rôle de l'ODIL est d'assister les autorités administrative d'une politique de territoire dans la définition et la mise en oeuvre d'une politique de développement rural.

Ce rôle devrait comporter deux catégories de tâches qu'il semble fondamental de ne pas dissocier : tâches conceptuelles d'une part, tâches opérationnelles d'autre part.

Il conviendrait toutefois de définir de façon très précise les domaines et attributions et les limites de chaque catégorie de tâches afin d'éviter que, par glissements successifs l'une ou l'autre de celles-ci n'en vienne à accaparer toutes les activités du personnel spécialisé de l'Office.

Ces tâches se trouvent rassemblées dans le tableau ci-après. Les flèches indiquent la contribution que les activités opérationnelles peuvent apporter à la résolution de questions d'ordre conceptuel ; et vice-versa.

On insistera tout particulièrement sur le rôle prépondérant que l'ODIL doit tenir dans l'élaboration, l'expérimentation, puis la généralisation de nouvelles approches du développement basées sur la participation paysanne (collectivités rurales, exploitants individuels).

Ce rôle regroupe les tâches suivantes :

- impulsion, animation, appui éducatif et méthodologique aux comités consultatifs locaux de développement,
- conduite des projets expérimentant de nouvelles méthodes de développement selon le triptyque RECHERCHE-DEVELOPPEMENT-FORMATION. On pense en premier lieu à la mise en oeuvre des projets NEPIA et AXE KONE-TIWAKA ; et par la suite au lancement de nouvelles unités de développement expérimental ainsi qu'à celui d'un projet basé sur une production motrice (riz pluvial seul ou en intercalaire café - élevage caprin ...).

La réalisation de ces activités opérationnelles donnerait à l'ODIL toute l'expérience et la connaissance utiles pour lui permettre d'intervenir de façon efficace et prépondérante dans d'autres domaines :

- . conduite des sessions de formation de formateurs en matière pédagogique et méthodologique,
- . participation aux travaux de planification territoriale (orientations de développement agricole, réforme agraire, politique de financement de l'agriculture, ...),
- . participation déterminante à la conception, l'orientation et l'évaluation des opérations et projets de développement rural.

.../...

TACHES CONCEPTUELLES

- Participer aux travaux préparatoires à la définition :
 - . du plan de développement du territoire (avec service du Plan)
 - orientations de développement agricole,
 - détermination bases développement régional (zonage agro socio-économique),
 - méthode de développement.
 - . d'une réforme agraire (avec service du Plan et Office foncier).
 - . d'une politique de financement de l'agriculture (service du Plan et institutions de crédit agricole).
- Participer aux travaux du comité de liaison Recherche-Développement-Formation (cf. 2.5.1.).
- Concevoir, orienter, évaluer les projets de développement agricole en ce qui concerne :
 - les méthodes de développement,
 - les activités de formation (au sens large : vulgarisation, information, formation).
- Coordonner le secteur Formation (DIDER, ALEP, MFR, CFPR ...)

TACHES OPERATIONNELLES

- susciter la création et apporter un appui conseil éducatif et méthodologique aux comités consultatifs communaux et régionaux de développement.
- étudier les dossiers de demande de crédit agricole. octroyer subventions, bonification d'intérêt aux promoteurs.
- diriger des projets "innovants" mettant en oeuvre de nouvelles approches du milieu rural dans le cadre d'actions Recherche-Développement-Formation étroitement imbriquées.
- organiser "in situ" des sessions de formation de formateurs à la méthodologie du développement.
- conduire des programmes d'information (TV., radio, autres média ...) à l'intention des agriculteurs mélanésiens.

Telles nous paraissent être les tâches essentielles imparties à l'ODIL. S'il en est bien ainsi, certaines modifications (structure interne, équipes de travail) devraient intervenir au sein de l'office pour lui permettre de jouer pleinement son rôle.

Il serait notamment souhaitable que le Directeur soit assisté par un petit "staff" de spécialistes en méthode de développement rural (agro-économistes recherche-développement ; spécialistes analyse-méthode ; pédagogues). Il n'apparaît par contre pas indispensable de maintenir le rattachement à l'ODIL d'un certain nombre d'activités certes importantes mais qui dans le cadre d'une meilleure répartition des tâches et responsabilités entre l'office et les services territoriaux pourraient être confiées à ces derniers. Il en est notamment ainsi pour le chantier de NOUVILLE et pour les activités de formation autres que celles liées à :

- l'animation-appui des comités locaux de développement,
- la mise en oeuvre des projets "innovants",
- l'organisation de sessions de formation de formateurs.

11.8.3.2. la DIDER :

Les réformes intervenues récemment dans l'organisation des services ruraux territoriaux :

- création d'une direction du développement de l'économie rurale comprenant un service qui regroupe les activités de recherche et celles de formation,
- décentralisation régionale plus poussée avec l'institution de CIDER,

semblent aller dans le sens des orientations préconisées dans cette étude.

Dans l'hypothèse où ces orientations seraient retenues, l'effectif de personnel de la DIDER paraît globalement suffisant pour permettre à cette direction de participer activement à leur mise en oeuvre.

Toutefois, diverses modifications, dont l'importance ne peut être sous-estimée, s'avèreraient alors indispensables.

- révision des objectifs et méthodes de travail que les services ruraux se sont jusqu'alors eux-mêmes définis en l'absence d'orientations de développement suffisamment précises,
 - remaniement des équipes de travail en tenant compte des priorités accordées au développement rural plutôt qu'à la croissance ponctuelle de quelques productions :
 - . renforcement des équipes de vulgarisateurs, et conseillers agricoles, formateurs, chercheurs-développeurs,
 - . perfectionnement méthodologique de ces agents,
- et de façon plus générale de l'ensemble du personnel technique de la DIDER.

.../...

Ces préalables levés (ou pour le moins acceptés dans leur principe), il semblerait logique que soit confié au service recherche-formation de la DIDER l'ensemble des activités de formation agricole technique et économique, hormis celles qu'il est proposé de maintenir dans le domaine de compétence directe de l'ODIL.

Ainsi devraient s'établir entre l'Office et la DIDER des rapports ne s'exerçant plus sur le plan de la concurrence mais sur celui de la complémentarité et de l'identité d'approche pour traiter des problèmes de développement.

11.8.3.3 Conditions à réunir pour la mise en oeuvre de politiques agricoles différenciées :

La définition d'objectifs régionalisés de développement agricole et rural ainsi que celle de projets finalisés mobilisant les forces vives locales, générant une réelle synergie entre les opérations de développement, ne seront suivies d'effets que si les "règles du jeu" sont adaptées. C'est en particulier vrai dans le domaine économique et financier où trois séries de préoccupations doivent être prises en considération : la maîtrise des échanges extérieurs, la formation des prix et les politiques d'accompagnement de la modernisation des exploitations.

- L'autosuffisance alimentaire du territoire exige une maîtrise plus grande des flux de biens et de services. Le libre échange et le jeu de l'offre et de la demande met l'agriculture calédonienne et singulièrement l'agriculture mélanésienne sous la coupe des importateurs. Ceux-ci livrent sur le marché des imports très coûteux, qui au départ réduisent les perspectives de rentabilité d'investissements ou d'action de développement. Par ailleurs les comportements spéculatifs provoqués par l'incertitude qui pèse sur l'évolution politique du Territoire, peuvent mettre en difficulté les projets techniques, refus de stocks de la marchandise, absence de planification des achats, tension artificielle sur les marchés.
- les prix agricoles sur le marché de gros et surtout aux producteurs sont déterminants à la fois pour les revenus agricoles, et pour la mise en place de filières de produit (coopératives de production-commercialisation et unités de transformation maîtrisées par les producteurs). Il est donc essentiel de maîtriser la formation des prix ou de se doter de moyens permettant de l'influencer efficacement. Sans préjuger des choix qui devront être faits en la matière, il convient de s'interroger sur la pertinence de solutions prévoyant un prix à la production unique sur l'ensemble du territoire, ou au contraire des prix différenciés selon les régions ou les secteurs de production. Les prix doivent également demeurer un moyen d'ajuster l'offre à la demande du Territoire.

Cependant il faut souligner la difficulté d'organiser la production en partant de systèmes de production aussi différents et en voulant donner à ces différents systèmes notamment aux systèmes mélanésien les moyens et les conditions d'un développement.

- Le soutien de la modernisation des exploitations, suppose un réexamen des conditions actuelles d'accès aux investissements, de mobilisations de l'épargne locale, de fonctionnement des groupements de producteurs... Les aides à la modernisation des structures de production ne prendront en effet leur signification que si leur impact est massif et que si un espace économique se trouve réservé de facto pour la production des systèmes de production ou des régions aidées.

Ainsi donc les responsables de la définition de la politique agricole auront à réunir les éléments permettant de gérer au niveau du territoire l'évolution de la production agricole.

11.8.4. La "domiciliation des actions de Recherche-Développement-Formation :

11.8.4.1. Points d'appui territoriaux :

Ces points d'appui seraient :

- le CREA de NESSADIOU-BOURAIL
- la station de PORT-LAGUERRE
- la station café de PONERIHOUEN
- la future station fruitière de La FOA.

Ils sont les supports aux activités de recherche et de formation agricoles et devraient (notamment pour le deuxième point) s'organiser pour y répondre.

RELAIS REGIONAUX

Ces relais (points d'appui, antennes expérimentales) devraient être capables d'accueillir et gérer les dispositifs expérimentaux et d'étude des différents organismes de recherche : donc relais polyvalents et pluridisciplinaires accueillant aussi bien des essais ignames, fruits, caféier... que comparaisons variétales, fertilisation, zootechnie, machinisme agricole ...

La gestion de ces relais serait confiée à des techniciens confirmés et spécialement formés, le cas échéant à des chercheurs, si l'ampleur des problèmes le rend souhaitable.

L'efficacité de ces relais dépend :

- de la qualité et la densité de leur implantation : il est en particulier indispensable de pouvoir disposer d'au moins un relais par zone "homogène" ou d'équiproblématique de développement du Territoire - soit environ 5 à 6,
- de leur impact sur le milieu environnant et de leur capacité à diagnostiquer ses problèmes et lui fournir des solutions, à dialoguer avec le paysannat,
- de leur rôle connexe de formation ou d'information, autant pour les paysans que pour les cadres supérieurs et moyens de la vulgarisation, et ce suivant des processus pédagogiques faisant beaucoup plus appel à la participation qu'à l'enseignement magistral,
- de la mobilité permise aux chercheurs où qu'ils résident pour "visiter" très fréquemment ces relais et, à chaque fois que nécessaire, y séjourner. .../...

11.8.4.2. Unités de développement expérimental (U.D.E.) :

Ces U.D.E. qui serviraient de support à la mise en oeuvre des nouvelles approches de développement décrites en 11.3, seraient lieux d'accueil de programmes pluridisciplinaires de Recherche-Développement.

De tels programmes fédéreraient et finaliseraient les travaux des chercheurs, sur des objectifs d'application déduits des situations observées et décidées en accord avec les groupes ruraux concernés.

Ils mobiliseraient pour un temps défini et sur des espaces limités, les compétences et moyens d'équipement habituellement dispersés géographiquement, scientifiquement et institutionnellement.

Ainsi un effort particulier serait assuré, pendant 3 ou 4 ans sur une opération destinée à lancer une voie de développement. Cette opération serait évaluée à son terme et la suite en serait alors décidée, étant entendu que l'activité éducative demeurerait même après la fin des programmes de recherche.

La première de ces unités de développement expérimental, conçue sous forme de projet est le centre d'appui au développement de NEPIA (cf. tome II).

La création de 8 à 10 autres U.D.E. serait à programmer pour les prochaines années. Après NEPIA les deux U.D.E. suivantes pourraient être créées dans le cadre du projet "axe de développement KONE-TIWAKA" (l'un sur TIWAKA, l'autre sur le versant Ouest).

Ces divers points d'appuis régionaux et locaux seraient créés et fonctionneraient dans le cadre d'une articulation opérationnelle effective avec les circonscriptions de développement de l'économie rurale (CIDER), les structures régionales de développement et les sociétés rurales concernés.

Un tel dispositif, une fois bien rodé, doit permettre la définition de projets de développement agricole, basés sur une analyse sérieuse des conditions à satisfaire pour assurer leur réussite. Il pourrait en être ainsi notamment pour des projets :

- de développement rizicole sur la Côte Est, en culture pluviale, seule ou en intercalaire, café pendant les deux premières années de plantation,
- de développement de l'élevage laitier en liaison avec une production d'aliments du bétail entreprise sur l'exploitation même (céréales - racines - tubercules).

ANNEXES

A N N E X E I

1. REPARTITION SPATIALE ET SUPERFICIE DES EXPLOITATIONS

Tableau I - EXPLOITATIONS MELANESIENNES : 200 542 ha

Régime Foncier		Côte Est	Côte Ouest	TOTAL
Terres "en réserves"	TRIBUS	148	86	234
	SUPERFICIES (ha)	96.779	68.731	165.510
	S/T (ha)	654	799	707
DROIT COMMUN	EXPLOITANTS	165	88	253
	SUPERFICIES (ha)	15.389	11.872	27.261
	S/E (ha)	93	135	108
	SOCIETES	8	10	18
	SUPERFICIES (ha)	1.158	6.613	7.771
	S/Soc. (ha)	145	661	432
TOTAL	TRIBUS	148	86	234
	EXPLOITANTS+SOCIETES	173	98	271
	SUPERFICIES (ha)	113.326	87.216	200.542

.../...

1 - <u>EXPLOITATIONS</u> <u>individuelles ou</u> <u>en indivision</u>		Côte Est	Côte Ouest	TOTAL	% de l'ensemble
< 10 ha (1)	Exploitants	248	889	1.137	34
	Superficies (ha)	1.150	3.894	5.134	1,1
	S/E (ha)	4,6	4,5	4,5	
11 à 100 ha	Exploitants	349	787	1.136	34
	Superficies (ha)	13.150	31.028	44.178	9,5
	S/E (ha)	38	39	39	
101 à 300 ha	Exploitants	127	464	591	17,7
	Superficies (ha)	23.202	87.304	110.506	23,8
	S/E (ha)	183	1.888	187	
> 300 ha	Exploitants	42	266	308	9,2
	Superficies (ha)	21.162	176.750	197.912	42,7
	S/E (ha)	504	664	642	
2 - <u>SOCIETES</u> < 300 ha	Sociétés	32	74	106	3,2
	Superficies (ha)	2.371	4.375	6.746	1,4
	S/Soc (ha)	74	59	64	
> 300 ha	Sociétés	11	47	58	1,7
	Superficies (ha)	18.174	80.654	98.828	21,3
	S/Sociétés (ha)	1.652	1.716	1.703	
3 - <u>TOTAL</u>	Exploitants+Sociétés	809	2.527	3.336	
	Superficies (ha)	79.210	384.095	463.305	
	S/E + Sociétés (ha)	98	152	139	

(1) La répartition ethnique des propriétaires de terrain < 10 ha n'est pas fournie.
Toutefois la grande majorité d'entre eux sont d'origine européenne.

.../...

TABLEAU III

CLASSEMENT DES EXPLOITANTS NON MELANESIENS PAR TYPE D'ACTIVITE
(PRINCIPALE - SECONDAIRE)

		Côte Est	Côte Ouest	TOTAL
Exploitants à titre principal	Exploitants Superficies (ha)	99 16.531	520 128.409	619 144.940
Exploitants à titre secondaire	Exploitants Superficies (ha)	295 30.028	722 125.502	1.017 155.530
Exploitants en indivision	Exploitants Superficies (ha)	124 10.955	275 41.171	399 52.126
TOTAL	Exploitants Superficies (ha)	518 57.514	1.517 295.082	2.035 352.596

TABLEAU IV

Age des agriculteurs à titre principal

TRANCHE D'AGE	Côte Est	%	Côte Ouest	%	TOTAL	%
> 60 ans	E 41 S 7976	41 48	181 42.570	35 33	222 50.546	36 35
50-60 ans	E 38 S 5819	38 35	149 40.347	29 31,5	187 46.166	30 32
< 50 ans	E 20 S 2736	20 16,5	190 45.492	36,5 35,5	210 48.228	34 33
TOTAL	E 99 S 16531		520 128.409		619 144.940	

E : nombre d'exploitants
S : superficie (ha)

TABLEAU V
EXPLOITANTS A TITRE SECONDAIRE AGES DE PLUS DE 60 ANS
(Effectifs et % de l'ensemble par région)

	Côte Est	%	Côte Ouest	%	TOTAL	%
Exploitants	106	36	181	35	287	26,5
Superficies (ha)	9.519	31,5	31.798	25,5	41.317	26,5

TABLEAU VI
TAUX D'ABANDON DES TERRES EN INDIVISION
(Nombre d'exploitations et superficies ainsi que % de la catégorie)

	Côte Est	%	Côte Ouest	%	TOTAL	%
Exploitations	59	47,5	100	36,5	159	40
Superficies (ha)	4.319	39,5	9.179	22	13.498	26

N.B. Les renseignements ayant servi à l'élaboration de ces six tableaux sont extraits du document "Inventaire foncier et recensement des exploitations agricoles - les opérations de réforme foncière" CNASEA - Janvier 1983.

Ces renseignements concernent la Grande Terre à l'exclusion des Communes à dominante urbaine : DUMBEA, MONT-DORE, NOUMEA.

A N N E X E II

HYPOTHESES DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

NEO-CALEDONIENNE

Ces hypothèses sont formulées sur la base des renseignements fournis à la mission d'étude lors de son passage en Nouvelle-Calédonie, ainsi que des travaux d'analyse et de regroupement qu'elle a elle-même effectués.

Si les bases techniques sur lesquelles reposent ces hypothèses apparaissent suffisamment solides, la mission n'a pu recueillir et analyser les divers éléments économiques qui lui auraient permis de confirmer ou d'infirmer certaines priorités qui, à l'examen du tableau des productions et des importations d'ordre alimentaire, lui sembleraient devoir être retenues.

Il en est notamment ainsi pour certaines productions pratiquement inexistantes pour le moment sur le territoire et qui correspondent néanmoins à une demande alimentaire importante : produits laitiers d'une part, volaille d'autre part.

Un premier tableau rassemble divers éléments concernant les productions animales et végétales (consommation, importation, structure actuelle de la production, besoins nouveaux éventuels) ainsi que des hypothèses de développement à long terme (10 ans) pour satisfaire en totalité ou partiellement les besoins du marché intérieur et dans quelques cas (café, fruits) exporter.

Un second tableau regroupe diverses hypothèses de développement à moyen terme (5-6 ans) dès lors que les recherches et expérimentations prévues s'avèreraient positives et, dans certains cas, que les études menées auraient conclu à la possibilité de surmonter les contraintes économiques pesant sur diverses productions (lait, volaille).

.../...

TABLEAU 1. - A.PRODUCTION ANIMALE

	Consommation		Importation	Structure de la production	Hypothèse de développement à long terme (10ans)	Sous-produits	Aliments de bétail complémentaires
	Totale	Par hab.					
Lait et produits laitiers (équivalent lait)	(T) 22.600	160 K	(T)	Néant	Production laitière assurée par vaches (80 %), chèvres (20%) soit 4.500 vaches - rendement laitier : 4.000 l/an, soit : 9.000 chèvres - rendement laitier : 500 l/an. Ou vaches (100 %), soit 5.600 vaches.	FUMIER + 2.700 veaux/an 140 T carcasses cabris et chèvres/an 3.350 veaux/an	Aliments composés : 7.150 T 860 T 8.950 T dont : céréales : 5.000 T 600 T 6.250 T + racines et tubercules (manioc, patates douces)
Oeufs	1.200	150 oeufs	6	15 élevages de type industriel exploitant 100.000 pondeuses dont 3 élevages dépassant 20.000 pondeuses et un détenant à lui seul 50 % des effectifs. Implantation autour de Nouméa.	P.M. Marché auto-satisfait.		
<u>VIANDE</u> Bovine	4.500	33 K	1.100	740 éleveurs participent à la production. 50 d'entre eux (7% du total) contrôlent la moitié des superficies et du cheptel ; 40 éleveurs abattent plus de 100 têtes par an ; moins de 250 plus de 25 têtes.	Engraissement veau de boucherie selon type "gros veau danois", commercialisé vers 7-8 mois (poids 170 K au lieu de 100 K actuellement). Encouragement à la production de taurillons avec l'objectif d'alourdissement des carcasses passant de 190 à 280 K.	FUMIER Animaux de traction	Complément manioc, patate douce
Porcine	2.940	21 K	2.100	25 éleveurs dont 2 ayant plus de 100 truies, une dizaine de 50 à 100.	Production complémentaire assurée par 2.000 truies reproductrices. Deux voies : - voie industrielle exclusive - voie mixte faisant sa place à une production fermière.		Aliments composés : 11.500 T. dont : céréales : 8.500 T. Pour voie fermière utilisation maximale aliments énergétiques produits à la ferme + aliments complément d'équilibre.
Volaille (poulets)	3.000	21 K	2.650	Production locale de faible importance limitée à la production de poulets fermiers "haut de gamme".	Besoins de 1,6 à 1,7 millions de poussins. Deux voies : - Uniquement industrielle - Mixte 80 % industrielle 20 % fermière avec orientation vers produits de qualité.	Fiente de poules utilisée comme fumure en maraîchage.	Aliments composés : 6.000 T. dont : céréales : 4.600 T.
Poissons				Aquaculture marine : station de St-Vincent. Aquaculture d'eau douce : projet de deux unités pilotes de un ha. chacune en tribus.	P.M. Développement de petits bassins d'aquaculture (1.000 - 2.000 m2) pour autoconsommation et vente locales.		
Ovine	350	2,5 K	350	Néant	Troupeau de 15.000 - 20.000 brebis en système extensif.		

	Consommation	Importation	Besoins nouveaux éventuels	Structure actuelle de la production	Hypothèses de développement à long terme (10 ans)
<u>CEREALES</u> Blé, maïs, sorgho	9.000 T. farine 8.000 T. grains	9.000 T. farine 5.000 T. grains	De 17.000 à 20.000 T. de grains pour alimentation animale.	40 céréaliculteurs dont 17 exploitants plus de 10 ha. 7 d'entre eux assurent 64 % de la production (1.900 T sur 3.000 T.).	La production de 25.000 T. supplémentaire de céréales (non compris blé panifiable) exigerait la mise en culture intensive de 4.500 à 5.000 ha de terres fertiles. Soit une cinquantaine d'agriculteurs exploitant chacun de 60 à 100 ha de céréales et une centaine d'agriculteurs-éleveurs réservant chacun 15 à 20 ha à la culture céréalière.
Riz	7.500 T.	7.500 T.	Croissance régulière de cette consommation tendant à se substituer pour partie à celle des vivriers traditionnels.	Pas de production.	Développer essentiellement cette production sur la Côte Est bénéficiant d'une pluviométrie adaptée à la culture du riz pluvial sans apport d'irrigation. La couverture des besoins actuels exigerait la mise en culture de quelques 3.000 ha (rendement 2,5 T./ha) sur terrasses alluvionnaires, en riz pluvial strict seul ou en intercalaire café.
<u>CULTURES VIVRIERES</u> Tubercules et racines	5 à 6.000 T.		En vue d'une utilisation plus intensive pour l'alimentation animale.	Cultures traditionnelles à prépondérance igname menées sur petites surfaces par la quasi-totalité des familles mélanésiennes	Les rendements sont actuellement très faibles (4,5 T./ha). L'objectif proposé est de doubler ces rendements (9 - 10 T/ha) sans augmentation des superficies (1.000-1.200 ha). Ceci dégagerait des excédents pour l'alimentation animale. Ne pas exclure en complément le lancement de quelques exploitations en culture intensive (30-40 T/ha).
<u>CULTURES MARACHERES</u> Légumes	8.500 T.	5.000 T		70 maraîchers à titre principal dont 60 installés dans la banlieue de Nouméa. Environ 120 ha cultivés. 70 producteurs de pommes de terre (150 ha)	Renseignements insuffisants pour formuler des objectifs quantifiés.
<u>ARBORICULTURE FRUITIERE</u>	8.000 T.	2.700 T.		Quelques 200 "cueilleurs" de fruits. Une cinquantaine de vergers.	En l'attente des résultats de la Recherche-Développement en cours aucun objectif chiffré ne peut être formulé. Exportation possible de quelques fruits : Litchi, citrons verts ...
<u>LEGUMINEUSES PROTEAGINEUX OLEAGINEUX</u>			Pour l'alimentation humaine et animale.	Productions pratiquement inexistantes aussi bien en agriculture mélanésienne qu'euro-péenne.	Expérimentations à poursuivre avec introduction expérimentale de soja et tournesol, haricots et doliques, arachide et niébé.
<u>CAFE</u> (tonnage exprimé en équivalent café vert)	600 T.	250 à 330 T. (essentiellement sous forme de café soluble).		Environ 1.500 à 2.000 hectares de plantations de café sous ombrage, essentiellement ROBUSTA (côte est). Superficie plus restreinte d'ARABICA (côte ouest). Agriculture de cueillette. Faibles rendements. Caféière ancienne et peu entretenue. 2.800 à 3.000 "producteurs".	Opération de développement de la caféiculture en cours (objectif : 2.000 ha - 3.000 T. de café). Perspectives plausibles de développement susceptibles d'être atteintes et même dépassées, le marché à l'exportation étant relativement ouvert. Toutefois, les modalités de mise en oeuvre de l'opération "café" doivent être fondamentalement révisées après analyse du bilan de la première phase de l'action.

TABLEAU II.

PRODUCTION ANIMALE	IMPORTATIONS ACTUELLES (T.)	OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT A MOYEN TERME (5-6 ANS)	PRODUCTION ESTIMEE (T.)	CONSOMMATION ALIMENTS DU BETAIL (T.)	
<u>LAIT</u>				<u>Aliments composés</u>	<u>dont Céréales</u>
- Bovin	22.400	- 1000 vaches laitières chez 20 producteurs (production sur les exploitations des céréales pour alimentation du bétail).	4.000	1.600	1.100
- Chèvre		- 2000 chèvres - dont 1.500 réparties dans 150 "ateliers" de 10 chèvres. - dont 500 chèvres au piquet Céréales produits par les exploitants.	1.000	190	135
<u>VIANDE</u>					
- Bovine	1.100	- 100 éleveurs "moyens" (dont les 20 précédents) utilisant techniques d'alourdissement des carcasses (veaux, taurillons).	175	Essentiellement manioc, patate, ensilage maïs (auto-production).	
- Porcine	2.100	- trois éleveurs (100 truies chacun).	330	<u>Aliments composés</u>	<u>dont Céréales</u>
				1.850	1.275
- Volaille	2.650	- l'élevage industriel (200.000 poulets/an)	320	1.500	1.050
- Ovine	350	- élevage fermier (20 éleveurs : 2.500 poulets de chair chacun). P.M.	80	auto-production	
			-	-	
PRODUCTION VEGETALE	IMPORTATIONS ACTUELLES (T.)	OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT A MOYEN TERME (5-6 ANS)	PRODUCTION ESTIMEE (T.)	OBSERVATIONS	
<u>CEREALES</u>					
Blé - maïs - sorgho	16.000	- une vingtaine de nouveaux céréaliculteurs cultivant chacun de 30 à 60 ha de céréales.	4.800	auto-consommation " "	
		- 20 producteurs laitiers cultivant chacun 10 à 15 ha de céréales.	1.200		
		- 100 éleveurs cultivant chacun 4-5 ha.	2.400		
		- 150 éleveurs de chèvres (ateliers).	135	" "	
Riz	7.500	- 200 agriculteurs cultivant chacun 1 ou 2 ha de riz en intercalaire café ou seul.	500	Attente toutefois résultats actions Recherche-Développement.	
<u>RACINES ET TUBERCULES</u>	-	- Action de vulgarisation menée auprès de 500 agriculteurs mélanésiens, en vue du doublement des rendements actuels.	1.050		
		- Production de manioc et patate entreprise chez une centaine d'agriculteurs-éleveurs (aliments du bétail).	?		
<u>CAFE</u>	250	- 500 à 600 Producteurs sur une superficie moyenne de 1 ha. chacun.	750	Opération en cours.	
<u>FRUITS - LEGUMES - LEGUMINEUSES - OLEAGINEUX</u>		P.M. Objectifs non quantifiables			

ANNEXE III

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES ET CALENDRIER DE DEROULEMENT
DE LA MISSION DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

<u>Le 9 Novembre</u>	9 H 30	Arrivée à la TOTOUTA de MM. COLEOU, LOGIE, MICHELLAN et SEVIN. Accueil par M. LORILLON (C.C.C.E.) M. J.F. BUCHY (ODIL).
	14 H 30	Présentation des termes de référence.
	17 H 00	Discussion avec M. CHAHINIAN (Directeur C.C.C.E. à NOUMEA).
	18 H 00	Rencontre avec M. JULLIEN, chargé des problèmes d'animation-formation à l'ODIL.
<u>Le 10 Novembre</u>	7 H 30	Réunion au Conseil de Gouvernement avec MM. TCHEBAOU, BAILLY, Mme P. KLEIN, M. ROCKWAMYTAN.
	9 H 00	Office Foncier - M. DEVOS.
	10 H 30	SICNC - M. AUGÉ
	14 H 00	DIDER - MM. ANCEL, ARRIGHI, DEVAL, PLATTEAU.
<u>Le 11 Novembre</u>	9 H 00	Visite de la région du MONT-DORE.
	14 H 00	Visite de la région de YATE - GORO (chef M. ATTITI). Arrivée de M. TOURTE.
<u>Le 12 Novembre</u>	6 H 00	Départ en direction de KONE en compagnie de MM. CHARLES et JULLIEN de l'ODIL. Visite à M. VIDOIRE, jeune calédonien installé près de NESSADIOU.
	12 H 30	Visite à la Tribu NEPIA à POYA.
	15 H 00	Visite à M. POYA Xavier-François dans la Tribu NEAMI (rive droite de la KONE).
<u>Le 13 Novembre</u>	7 H 00	Traversée KONE-TIWACKA avec arrêts dans les Tribus POINDA et BOPOPE.
	10 H 30	Visite à M. CARLIEZ, responsable de l'opération "Café" et responsable de la circonscription agricole de l'Est.
	11 H 30	Visite à M. NENOU, Président du GAPCE à POINDIMIE.
	16 H 00	Visite à M. LELANDAIS, de l'I.F.C.C. à PONERIHOUEN Rentrée sur NOUMEA.

.../...

Le 14 Novembre	8 H 00	Réunion de travail à la C.C.C.E. Approche par production : définition d'une méthodologie et répartition du travail.
	14 H 30	Rencontre avec M. ROCK WAMYTAN, Directeur de l'ODIL et ses collaborateurs : MM. BUCHY, BARAT, JULLIEN.
	16 H 00	Visite au GERDAT (PORT-LAGUERRE) : IEMVT (Dr. BREGEARD) IRFA (M. AURY) et IRAT (M. R. VANBERCIE).
Le 15 Novembre	5 H 30	Visite du marché de gros. Discussion avec des producteurs, des colporteurs et des gros acheteurs (BALLANDE, OCEANIE.) Visite à l'IRAT - PORT-LAGUERRE (M. TOURTE) : - présentation par M. VANBERCIE des travaux en cours, - rencontre avec M. CHIMANTI, chef de la circonscription agricole du Sud et responsable du programme "céréales".
	8 H 30	Visite à la Direction Territoriale de la Statistique et des Etudes Economies (M. RENAUD).
	14 H 00	Rencontre avec MM. ANCEL (Directeur), CARNUS (GR) et BOULET (E et F) de la DIDER. Etude du projet KONE TIWACKA.
	18 H 00	Rencontre avec M. ROCKWAMITAN : présentation de l'ODIL.
	20 H 00	Repas-débat avec M. MEYER, propriétaire mitoyen de la Tribu NEWETA sur la vallée de la NEPIA.
Le 16 Novembre	8 H 00	Visite à M. MORLET, Conseiller de Gouvernement chargé du développement rural.
	11 H 00	Visite de M. de RAVALLEC, Secrétaire Général chargé du développement économique.
	15 H 00	Visite au Comité Territorial des Maisons Familiales Rurales. MM. BURK (Conseiller Territorial), REYBAS WAKACEOU, MEDENON, et MALTOT.
	16 H 00	Visite à l'ORSTOM - Rencontre avec MM. de BOISSEZOU, BONZON, ROUX, BEAUDOUX, BLAVET.
Le 17 Novembre	5 H 30	Pêche à la crevette à la Ferme Saint-Vincent.
	7 H 30	Discussion sur le maraîchage avec M. SIGONEY. Visite à l'OCEF (M. VIONE). Visite au Crédit Agricole (M. BROQUET). Visite à la SET PACIFIQUE (M. FERRUGIA).
	12 H 00	Déjeuner chez M. J. ROYNETTE, Haut-Commissaire.
	17 H 30	Discussion avec M. CARLIEZ prolongée en soirée.

.../...

Le 18 Novembre	5 H 30	Départ vers la Côte Est Visite de deux vergers de comportement à HOUAILLOU.
	10 H 30	Visite du Site de la NEPIA en compagnie de la Tribu NEWETA, M. MEYER, les Services Ruraux, les pédologues de l'ORSTOM, de la SICNC, ...
	14 H 00	Réunion en Mairie de PONERIHOUEN : le Centre de la NEPIA. Présence de MM. WETA et GOPEA, Conseillers de Gouvernement tous deux originaires de la Tribu NEWETA. Visites en Tribu NEWETA.
	17 H 30	Entretien avec M. SEVERIAN, Directeur du CREA. Visite à M. MAZARD, professeur du CES de BOURAIL. Rentrée sur NOUMEA.
Le 19 Novembre	9 H 30	Discussion à la C.C.C.E avec M. CHAHINIAN.
	12 H 30	Participation au BOUGNA préparé par le personnel de l'ODIL.
	16 H 00	Séance de travail, mise en commun et synthèse (Centre de la NEPIA).
Le 20 Novembre	8 H 30	Dernière séance de travail (Centre de la NEPIA).
	10 H 00	Retour en FRANCE de MM. COLEOU et TOURTE.
	15 H 00	Départ de MM. LOGIE, SEVIN et MICHELLAND vers la Côte Est.
	21 H 00	Discussion avec Mme CARLIEZ et M. SALLE sur la situation du GAPCE.
Le 21 Novembre	7 H 30	Visite à M. RIPOUET (Office Foncier) et découverte de la vallée de l'AMOUA, avec arrêts en Tribu.
	10 H 00	Réunion en Mairie de POINDIMIE en présence de M. YECAWE, Secrétaire Général Adjoint, chef de Circonscription Est par intérim, Monsieur le Maire de TOUHO, M. le Secrétaire de Mairie de POINDIMIE, les représentants des services techniques.
	15 H 00	Visite du site de la TIWAKA. Visite de la Maison Familiale Rurale de POINDIMIE. Rentrée sur NOUMEA.
Le 22 Novembre	8 H 00	Visite à M. WENEHOUA, Chef de Service de l'Habitat. Visite à la SICNC. Rencontre avec M. CHERRIER, Service des Forêts.
	17 H 00	Discussion avec MM. WETA et GOPEA sur le développement mélanésien et le Centre de la NEPIA.
Le 23 Novembre	12 H 35	Départ pour PARIS de MM. LOGIE et SEVIN.

A N N E X E I V
B I B L I O G R A P H I E

1 - DOCUMENTS GENERAUX -

- . ATLAS ORSTOM N.C.
- . DONNEES GENERALES SUR LA N.C.
PRINCIPAUX SECTEURS DE L'ECONOMIE (C.C.C.E. Octobre 1983)
- . PREPARATION DU PREMIER PLAN TRIENNAL DE N.C.
ETATS GENERAUX DU DEVELOPPEMENT
 - RAPPORT PRELIMINAIRE
 - PROPOSITION DES GROUPES DE TRAVAIL
 - RAPPORT DE SYNTHESE (JUN-JUILLET 1983)
 - UN PROJET PLANIFICATEUR (RAPPORT N°5 - AOUT 1983)
- . NOTES ET DOCUMENTS N.C. N°22 - MAI 1983 (DTSEE - DTSR)
- . INVENTAIRE FONCIER ET RECENSEMENT DES EXPLOITATIONS AGRICOLES
(CNASEA - JANVIER 1983)
- . L'HERITAGE : ESSAI SUR LE PROBLEME FONCIER MELANESIEN (ALAIN SAUSSOL 1979)
- . PROJET HABITAT : une proposition pour la Côte Est (Février 1983)
- . UNE POLITIQUE DE REAMENAGEMENT FONCIER EN N.C. (J.JACQUIER - Mars 1977)
- . COMPTE-RENDU DE MISSION (M. BUISSON - C.C.C.E. - Mars 1983)
- . PROJET DE DEVELOPPEMENT ET DE PROMOTION RURALE (J.J. THOMAS - Décembre 1981)
- . RECHERCHE AGRONOMIQUE (J.J. THOMAS - 1981)

2 - ELEVAGE -

- . PROPOSITIONS POUR LA RELANCE DE L'ELEVAGE BOVIN (G. GAYARD- RAPPORTEUR -
Novembre 1982 - OCEF)
- . L'ELEVAGE BOVIN : UN ESPOIR POUR LA N.C. ? (P. LAPLAGNE - 1982 - Mémoire
3ème cycle).
- . PRODUCTION DE VIANDE BOVINE ET MARCHE (DTSR - SERVICE ELEVAGE)
- . ANALYSE DES CONDITIONS SOCIO-ECONOMIQUES DES EXPLOITATIONS AGROPASTORALES DU
NORD CALEDONIEN (Rapports 1, 2, 3).

3 - CAFE -

- . JOURNEES "OPERATION CAFE" (POINDIMIE 27/11/81)
- . L'OPERATION CAFE EN 1982 (DTSR - Juin 1982)
- . IMPACT DE L'OPERATION CAFE EN MILIEU MELANESIEN (TOHLER - ORSTOM - DTSR -
volumes 1 et 2 - 1983).

4 - FRUITS -

- . AMENAGEMENT DE LA STATION FRUITIERE DE LA FOA (IRFA - Août 1983)

5 - PROJETS NEPIA ET KONE TIWAKA -

- . STATION EXPERIMENTALE DE LA NEPIA (DTSR - Mai 1983)
- . PROJET D'AMENAGEMENT KONE-TIWAKA-AMOA (Septembre 1983)

6 - FORMATION -

- . "POUR LE DEVELOPPEMENT DU MONDE RURAL EN N.C." (MFR Juin 1983).

7 - FORETS ET PECHE -

- . RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES DU SERVICE DES EAUX ET FORETS (année 1982)
- . PECHE-AQUACULTURE (BULLETIN DE CONJONCTURE)

8 - AMENAGEMENTS HYDRO-AGRIQUES -

- . PROGRAMME QUINQUENNAL D'AMENAGEMENTS HYDRO-AGRIQUES (SOGREAH - Octobre 1983).